

# Horizons et débats

AZA  
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

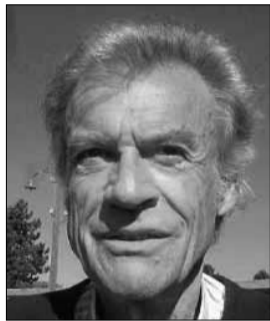
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Crise d'approvisionnement et sécurité alimentaire

La nécessité pour un pays de disposer de façon autonome  
d'une agriculture locale et la critique erronée de l'agriculture des «Verts»

par Hans Bieri\*



Hans Bieri (photo  
Schweizer Bauer)

Dans la crise qui s'aggrave, la question la plus évidente est celle de la sécurité de l'approvisionnement. Celle-ci était et reste au cœur de ce que l'on appelle «la colonisation intérieure», dans l'esprit de laquelle a été fondée en 1918 l'«Union suisse de la colonisation intérieure et d'agriculture» (industrielle) (USCA), aujourd'hui «Association suisse industrie et agriculture» (ASIA). A l'époque également, la Suisse avait «abandonné son agriculture aux influences du marché mondial», selon Hans Bernhard, le fondateur de la ASIA en 1918<sup>1</sup>, ce qui avait entraîné de graves difficultés d'approvisionnement. Il fallait y remédier en développant l'économie intérieure par une politique agricole et de colonisation orientée vers le bien-être général.

En 1944, Karl Paul Polanyi, historien économique, économiste et sociologue austro-hongrois écrivit: «Après un siècle d'amélioration aveugle, l'homme entreprend de restaurer son «habitation». Si l'industrialisation à outrance ne doit pas conduire à l'extinction de l'humanité, il doit être subordonné aux exigences de la nature humaine. La véritable critique de la société de marché ne lui reproche pas qu'elle repose sur des critères économiques puisque dans un certain sens, toute société doit être basée sur ces critères. Mais le problème réside dans le fait que son économie était fondée sur les intérêts particuliers et non pas sur l'intérêt général. Le combat destructeur qui en résulte, oppose les différents intérêts économiques spécifiques entre eux et dresse également les Etats les uns contre les autres. Ce mécanisme pernicieux a également abouti à la crise d'approvisionnement de 1918. Il a cependant réveillé la «volonté colonisatrice intérieure» de restaurer «sa propre production locale». En témoignent tous les écrits publiés de la ASIA, de 1918 aux années quarante où date la citation de Karl Polanyi ci-dessus.

Aujourd'hui, les conditions pour «reconstituer sa propre production locale» se dégradent peu à peu et même à un rythme accéléré. En 1996, l'ASIA a organisé un symposium de deux jours à l'EPFZ (Ecole polytechnique fédérale de Zurich) consacré à la question «La Suisse est-elle en train de perdre pied?» La gravité de la situation est pourtant restée longtemps sous-estimée. Ces temps-ci, il s'agira désormais d'éviter «l'endommagement du terrain», non seulement en matière de sécurité d'approvisionnement, mais aussi de neutralité, et de les «re-cultiver» dans le sens évoqué ci-dessus. Le lien entre sécurité de l'approvisionnement et neutralité fera l'objet d'un autre article.

### L'agriculture sous la pression de la dérégulation, de l'urbanisation et de la perte de terres cultivables

L'ASIA s'est toujours opposée sans équivoque à la décimation de l'agriculture productive. Depuis les années 1980, l'autosuffisance agricole suisse

se trouve sous de nouvelles pressions, notamment engendrées par les facteurs suivants:

- L'OMC a insisté sur l'ouverture du libre-échange agricole. Les voix qui s'élevèrent pour se prononcer en faveur de la continuation du principe d'exclure l'agriculture des négociations de libre-échange – principe respecté pendant des décennies sous la régie du GATT – furent autant balayées que les expériences historiques quant aux crises d'approvisionnement. Désormais l'OMC partait de l'idée que la suppression des barrières commerciales augmenterait également la sécurité de l'approvisionnement du domaine alimentaire, conviction qui s'avère être une erreur qui aurait pu être évitée.
- La perte de sols et de terres cultivables a une double causalité. En effet, d'une part, elle est due à une immigration trop importante qui entraîne la croissance de l'urbanisation (emplois, zones d'habitation, infrastructures d'approvisionnement). Et, de l'autre, elle résulte du démantèlement des terres cultivables au profit de la protection de la nature.
- La disparition des fermes en raison de revenus trop faibles et continuité de la perte de terres.
- Les organisations de protection ont imposé le débat écologique unilatéralement à l'agriculture uniquement au lieu de s'attaquer d'abord aux causes du conflit qui, elles, sont issues de l'économie dans son ensemble. Les milieux réformateurs de mouvance verte avancent l'idée que le problème écologique se résoudra en réduisant la production et en prenant soin de la nature, à titre isolé. Cela a abouti à une mise sous contrainte de l'agriculture à fournir des prestations d'entretien supplémentaires, non rémunérées (entretien du paysage rural, contributions à la biodiversité en faveur de la diversité des espèces et des formes de production particulièrement proches de la nature et respectueuses des animaux, etc.).

A ces aspects s'ajoute le fait que la critique écologique réfute de reconnaître de lien existant, notamment en Suisse, entre la densité de la population et d'habitat d'un côté et la diminution de la biodiversité de l'autre. Celle-ci persiste à imputer ce conflit à l'agriculture uniquement. La politique agricole est devenue de plus en plus l'objet d'exigences élargies vis-à-vis de notre cadre de vie. Entre-temps, on impose à l'agriculture des prescriptions écologiques de plus en plus sévères en éclip-

sant les causes économiques globales de la dégradation de l'environnement. De même, les organisations de labellisation, actives dans le domaine de l'agriculture biologique, se concentrent avant tout sur la commercialisation de leurs caractéristiques spécifiques, sans s'attaquer au conflit économique fondamental reposant dans la sous-rémunération des personnes actives dans le secteur de l'agriculture.

Face à cette multiplicité de conflits, le Parlement a interrompu la politique agricole selon le concept «PA 22» chargeant le Conseil fédéral de présenter un concept remanié.

### Chaînes d'approvisionnement – un problème nouveau

Ces derniers temps s'ajoutent une fois de plus, au rapport déjà tendu entre le nombre d'habitants et la base foncière, des incertitudes supplémentaires concernant l'approvisionnement par importations. Jusqu'à présent, l'argument principal en faveur de la dérégulation et du libre-échange consistait essentiellement dans l'existence des chaînes d'approvisionnement mondiales, selon la devise (en dépit de tous les avertissements) «on n'est pas obligé de tout produire soi-même face au fait qu'on peut tout importer à tout moment». Aujourd'hui, ce sont précisément ces chaînes d'approvisionnement qui représentent le point faible, ce qui se traduit par les hausses de prix importantes infligés aux matières premières.

Ainsi, face aux turbulences croissantes, la situation d'approvisionnement de la Suisse – avec un taux d'autosuffisance de près de 55% et une part élevée d'importations – est devenue plus qu'incertaine. Pour ces raisons, l'appel à un *plan Wahlen 2.0* (le plan Wahlen de 1941 visait à étendre les surfaces de pommes de terre et de céréales panifiables pour garantir l'alimentation du temps de guerre) est une précaution politique. Ce qui signifie aujourd'hui: la ré-extension d'urgence des terres arables, la reconquête des surfaces d'extensification et l'arrêt de nouveaux projets d'élargissement des cours d'eau (par renaturation, c'est-à-dire élargissement des cours d'eau), projets privant l'agriculture, selon les organisations de protection de la nature elles-mêmes, de jusqu'à 50000 hectares de terres les mieux situées et irrigables.

Sans ambage, l'heure est à garantir l'approvisionnement en cas de perturbation, ce à quoi la politique agricole doit s'atteler, et de manière pragmatique.

### L'Association Suisse Industrie et Agriculture (SVIL/ASIA)

L'Association Suisse Industrie et Agriculture a été fondée en 1918 à l'hôtel de ville de Zurich par des industriels suisses et son premier directeur, le professeur Hans Bernhard, à la suite de la crise alimentaire. En effet, après l'effondrement du libre-échange consécutif à la Première Guerre mondiale, il manquait en peu de temps 150000 tonnes de denrées alimentaires dans les rayons des magasins suisses, et ce malgré un pouvoir d'achat élevé. Il s'est avéré qu'un pays industriel hautement développé ne peut pas renoncer à sa propre agriculture, même si l'importation de pays économiquement en retard à des prix plus bas a toujours été possible. Une telle possibilité d'approvisionnement auprès de pays à bas salaires constitue un commerce asymétrique en faveur des pays riches, qui se transforme tou-

tefois en un commerce inverse en cas de pénurie due à des guerres, au climat, à des épidémies, etc. Face à la vulnérabilité du libre-échange dans le domaine alimentaire aux effets dévastateurs sur l'économie et la société, les représentants de l'industrie suisse en ont tiré la leçon et ont décidé de reconstruire en Suisse une agriculture propre, capable de nourrir notre pays en cas de perturbations de l'approvisionnement. L'ASIA est une association de droit privé qui agit dans l'intérêt de la sécurité alimentaire, sans but lucratif. Ses statuts mentionnent comme objectif principal la protection du sol suisse et son utilisation rationnelle. La préservation et la promotion du territoire en tant que ressource renouvelable et base alimentaire sécurisée demeure au premier plan.

### Colonisation intérieure

Le terme de colonisation désigne, dans son acception originale, le défrichement et la culture de terres en friche et, au fil du temps, l'assujettissement économique de territoires déjà colonisés. La colonisation intérieure désigne en revanche le développement de l'espace économique et de l'habitat à l'intérieur du pays.

Les mêmes réflexions s'appliquent à ce qui est appelé «la trajectoire de réduction», c'est-à-dire à l'objectif politique devant permettre de réduire progressivement l'utilisation d'intrants dans l'agriculture. Une réduction des intrants entraînerait une chute de la production – la crise qui se profile n'est certainement pas le bon moment pour réaliser ce frein à toute production supplémentaire. C'est pourquoi, également dans ce cas, il est erroné d'imposer à l'agriculture une réduction des intrants en plus du processus d'adaptation déjà en cours, et ce d'autant plus que les prix de l'énergie et des matières premières sont en hausse et que les coûts de production augmentent. Pour pouvoir remplacer les matières auxiliaires par une intensification écologique, il faudra supprimer la pression actuelle de l'industrialisation exercée sur l'agriculture. Car cette pression économique empêche l'intensification écologique. Celle-ci nécessite un processus de remise en culture (re-culturation) à long terme. Les mesures qui étouffent la production et risquent de créer des «conditions cambodgiennes» (selon les recettes de *Pol Pot* qui se sont soldés par le retour à la pauvreté et à la faim) – ou l'inverse, adapter notre base de vie aux conflits générés par l'économie, sont profondément déplacées.

Les opposants à l'autosuffisance avancent depuis peu que les intrants tels que les engrais, le diesel et les aliments pour animaux devraient de toute façon être importés, ce qui rendrait l'autosuffisance illusoire de toute façon. Une telle argumentation ne fait qu'abaisser le faible taux d'autosuffisance actuel, en cette période de crise, au lieu de l'augmenter. En effet, les carburants et les engrais d'origine fossile peuvent être stockés sans problème en quantité suffisante.

Le fait qu'il y a quelques années, la loi sur l'approvisionnement du pays ait nettement réduit les stocks par rapport à la situation antérieure semble aller dans le sens de la «politique» provoquant aujourd'hui des pénuries d'approvisionnement de manière inhumaine.

### L'ambivalence de la critique écologique de l'agriculture et de l'industrie et le risque d'une famine mondiale

La question de savoir quel agenda suit la politique «verte» se pose avec toujours plus d'acuité. C'est précisément face à la crise actuelle, dans un moment où la production propre devra être assurée et étendue, que ces milieux massent leurs critiques en direction de l'agriculture productive voulant également empêcher l'apport d'énergie fossile et de matières auxiliaires. La production d'engrais n'est pas la seule à être touchée, les prix des céréales s'envolent également en raison de l'interruption des chaînes d'approvisionnement et d'atteintes sans précédent à la propriété dans le domaine des paiements (sanctions). Selon *Bloomberg*, le prix mondial du blé dur a doublé, passant d'environ

\* Hans Bieri est architecte diplômé ETH/SI en aménagement du territoire, directeur et président de la SVIL/ASIA à Zurich. L'article suivant est une légère révision d'un texte paru à l'origine comme un rapport annuel de la SVIL 2022.

## L'ancien secrétaire général du PS suisse préconise un débat «plus sensé»

Strahm constate en Suisse une patente fissure et aliénation entre, d'une part, les «élites académiques» et les professionnels qualifiés de l'autre, surtout ceux du domaine de l'économie privée. Selon lui, cette fissure qui traverse la société ne s'explique ni au travers du «vieux schéma de classes antagonistes ni par le montant des revenus». Et il rajoute: «Beaucoup de gens ne se rendent pas compte de cette fissure se creusant pourtant continuellement davantage.» Celui qui émet cette critique est Rudolf H. Strahm, Conseiller national (1991–2004) et ancien secrétaire général du parti socialiste suisse (1978-1985). Strahm connaît les deux bords du fossé social qui est actuellement en train de se creuser à nouveau. Après son apprentissage de laborantin en chimie, il a accompli les études universitaires dont il est sorti diplômé en économie publique.

C'est surtout grâce à ce contexte de vie personnelle que Strahm s'engage, depuis des décennies, en faveur de l'estime plus accentuée envers la formation professionnelle, très appréciée à l'étranger d'ailleurs. C'est un respect qu'il faut sauvegarder soigneusement: «En Suisse allemande, 63 pourcent de la population active suivent d'abord un apprentissage, suivi souvent d'une formation continue tertiaire. Si la Suisse fonctionne toujours, c'est grâce à ces gens formés essentiellement par leur apprentissage professionnel.» L'importance de la formation professionnelle économique ainsi que sociale ne fait que renforcer, selon lui, la paix intérieure.

Pour quelles raisons? Voici donc la réponse sans ambages de l'ancien président du parti socialiste suisse: tous les partis en Suisse, incluant son propre parti sont devenus beau-

coup trop élitistes par rapport au «peuple». Pour lui le changement de pensée est incontournable. Il faut décidément s'éloigner d'une «politique d'identité» mal comprise pour s'approcher de celle promouvant le sens commun. Cela implique de réserver du respect envers le camp adverse aussi: «Les gens qui militent sur le sujet du genre, la couleur de la peau et le climat, se recrutent avant tout dans le milieu des universités. Ils mettent au centre de leur action la prise en compte de la diversité, des fois à l'excès. Ils ne se rendent pas compte, isolés dans leur propres bulles mentales de leur conception du monde à eux, que les gens, après leur gym hebdomadaire et autour de leur table réservé au bistrot, se moquent d'eux.» Malheureusement, du côté adverse, «beaucoup d'ouvriers qualifiés ont l'impression qu'il incombe à eux seuls de fournir le rendement garantissant le fonctionnement de tout». Selon Strahm, cela devrait nous amener à construire des ponts. Par exemple en revivant le débat honnête sur les sujets qui importent pour de vrai – par exemple en remplaçant les disputes vouées au problème de la langue correctement adaptée selon la politique du «genre» par celles ayant comme sujet l'explosion du coût de vie omniprésente. Pour cette raison Strahm revendique également la contribution des médias soutenant souvent la tendance contraire.

Dans ce contexte, Strahm revient à l'histoire suisse, qui a mené à une guerre civile suisse, heureusement de courte durée et avec des pertes de vies en nombre restreint et des destructions minimales, la «Guerre du Sonderbund» (alliance à part). Strahm met l'accent sur ce que nous nous trouvons aujourd'hui défiés «à renouer avec

une politique d'identité comme la Suisse n'en a vécu peut-être qu'une fois, au 19<sup>e</sup> siècle lorsque les libéraux et les catholiques-conservateurs se sont retrouvés face-à-face, en ennemis jurés». Strahm rappelle de droit comment grâce à l'attitude réfléchie de personnalités comme le général Henri Dufour, commandant en chef des troupes fédérales menant l'intervention militaire contre le Sonderbund, le fossé n'a pas pris les dimensions irréconciliables. Il mentionne l'incroyable perspicacité de nos ancêtres d'intégrer les vaincus avec respect dans le jeune Etat fédéral, devenu la Suisse en 1848, un an après ces événements, et les réconcilier avec le fédéralisme en leur accordant, plus tard, un siège au Conseil fédéral. Strahm ne peut que constater à quel point nous nous sommes éloignés de ces qualités constructives, quand il affirme: «Aujourd'hui l'identité et la diversité sont thématiques jusqu'à l'excès, et les médias, sociaux et autres, ne font que le renforcer. Les problèmes réels, économiques et sociaux, sont éclipsés.» Pour lui, cette politique court le danger d'approfondir la méfiance envers l'Etat dans de larges couches de la population – avec comme effet qu'elles se sentent tout simplement laissés pour compte. Strahm ajoute: «Il importe qu'au Conseil fédéral se trouvent aussi des gens n'ayant pas fait d'études mais doués d'intelligence pratique, avec du bon sens, parlant un langage compréhensif et capables d'offrir le sentiment d'identité également à ces couches de population.»

Strahm ne serait pas Strahm s'il ne s'attaquait pas à un autre sujet, brûlant pour son parti et lié à la notion d'immigration. Il est essentiellement lié à celle de la «polarisation dans notre paysage politique des partis». Strahm

l'illustre par la vitesse avec laquelle des débats sérieux sur les questions urgentes sont bloqués, en recourant à l'argument qu'ils seraient «proches de l'UDC». Depuis le début des années nonante (1990), le PS vivait selon la devise simpliste que «poursuivre une politique de gauche c'est faire le contraire de Blocher». Pour Strahm, cette polarisation a empêché toute approche pragmatique de sujets délicats. Ainsi les «gens modérément inquiets envers la migration» avaient été réduits au silence. La même chanson pour les débats sur l'UE: «Lorsqu'un nouvel accord nous sera présenté proposant de soumettre les litiges qui persistent à la Cour Européenne il sera voué à l'échec avec garantie. Ce serait carrément le «no go!»

Chacun peut connaître la même chose dans sa propre vie! Des débats avec des collègues de travail, des amis, etc. qui s'arrêtent brusquement avec le seul argument décisif: «Mais c'est du Blocher ce que tu racontes!» Et souvent, dans de pareilles situations, on a pu entendre l'aveu silencieux: «Dans le fond, je suis de ton avis, mais je ne veux pas donner l'impression d'être proche de l'UDC.»

La mise en garde de Strahm de se tenir aux faits dans les débats qui nous concernent tous, indépendamment de l'appartenance à un parti, mérite d'être regardé de plus près. Il lui convient d'autant plus de considération en ces temps difficiles et dans une situation où le débat public suisse doit se pencher de nouveau sur la question comment gérer notre neutralité. Il serait bien de se rappeler les paroles d'un des membres du comité d'initiative pour la neutralité, René Roca, historien hors parti et directeur de l'Institut de recherche sur la démocratie directe (FIDD). Lors de la conférence de médias des initiateurs à Berne, Roca a insisté sur le fait que cette initiative n'était pas celle de l'UDC et qu'il avait rejoint le comité, en tant que citoyen indépendant et n'appartenant à aucun parti politique, puisqu'il préconisait lui-même l'idée de procéder par une initiative.

Des débats se tenant aux faits au lieu des escarmouches idéologiques ne contribuent pas seulement à assurer les débats sérieux et engagés dans le fond mais également ceux marqués par le respect démocratique, dû à l'opinion adverse sous condition qu'elle soit honnête. C'est ce genre de débats politiques, se soldant souvent dans des résultats propices émanant de votations populaires, qui ont apporté à la Suisse des acquis durables, plus durables que ceux basés uniquement sur les opinions des conseillers «experts», modèle qualifiant tout procédé politique imposé par le centralisme des instances, malheureusement souvent celles de Bruxelles aussi. Il s'agit là d'un acquis récemment scientifiquement affirmé également de la HSG de St. Gall (université spécialisée sur les domaines proches du commerce), qui a dû résumer un projet de recherche dans le sens présenté ci-dessus, peut-être à contrecœur. •

Source: Interview avec Rudolf Strahm, Neue Zürcher Zeitung du 18/11/22

### «La Suisse doit rejeter tout chantage!»

«Le transfert du matériel de guerre suisse à l'Ukraine est exclu» – c'est sur cet entendement que la République fédérale d'Allemagne a signé un contrat avec la Suisse. Or, signer des contrats doit servir la sécurité des deux parties. Si des contrats sont rompus aussi facilement à la grave occasion d'une participation à une guerre, ils s'avèrent être sans valeur dès le départ. De plus, le sérieux de la Suisse en tant que partenaire contractuel s'effrite davantage, allant de pair avec son abandon insidieux de sa neutralité.

La neutralité et les lois au service de notre sécurité – établies en premier lieu en notre faveur, celle de la Suisse – doivent rester intactes, en dehors de toutes fluctuations du marché des vanités politiques. Peu importe devant quelles «élites» les acteurs se mettent à genoux. Toujours est-il que celui qui cède au chantage perd toute crédibilité autant de ses partenaires que de ses adversaires potentiels.

Dans l'article cité par *Horizons et débats* (n°24/25 du 22 novembre 2022), Theodor Winkler, «pendant de nombreuses années conseiller de haut rang au sein du Département militaire et du Département des affaires étrangères», plaide en faveur d'une attitude généreuse suisse dans le soutien à l'Ukraine. Selon

lui, la communauté internationale attendrait de la Suisse «des contributions d'envergure, allant au-delà du milliard de cohésion». Et de témoigner ses vraies intentions en écrivant: «Ce que Berne offrira à l'Ukraine déterminera la tonalité que l'Occident adoptera à l'égard de la Suisse». Winkler clôt son raisonnement en ces termes: «La Suisse doit signaler qu'elle est prête à prendre le leadership sur certaines questions stratégiques et à assurer un financement généreux. La Suisse doit signaler qu'elle est prête à prendre ses responsabilités!»

Ce flagrant cynisme n'est plus à surenchérisir. Il y a pourtant d'autres affirmations en public relevant de la même catégorie. Elles propagent le sophisme qu'un refus de participer à la guerre en Ukraine relèverait du crime de la non-assistance à des personnes en danger.

Il est évident que la «communauté internationale», représentée par l'Allemagne, membre de l'OTAN, aimerait bien que la Suisse, pays neutre, soutienne sa politique moralement très douteuse. Les quelques fils et filles de parents qui étaient directement concernés par la Seconde Guerre mondiale encore, se trouvant aujourd'hui aux postes de commande de la République fédérale allemande, ne semblent heurtées à la

moindre barrière morale dans leur conscience; 77 ans après la fin de la Deuxième guerre mondiale, les armes allemandes sont de nouveau employées dans le but officiel de détruire la Russie. Le fait que, de cette manière, le «problème ukrainien» ne trouve absolument pas de résolution mais ne conduise qu'à des escalades encore plus dangereuses est apparemment devenu sujet de débats négligeable. Il faut donc d'autant plus insister sur l'évidence: Il faut mettre fin à la guerre et non pas l'intensifier. Le chantage doit être rejeté et condamné résolument, sans compromis. La «communauté internationale» ferait mieux de s'inspirer de l'exemple de l'Etat de droit armé et neutre qu'est la Suisse. Une fois la liberté et l'indépendance, ancrées dans notre Constitution, sacrifiées au profit de la participation à des aventures guerrières internationales, il sera difficile à les reconquérir et à préserver plus tard pour l'avenir heureux de la Suisse. N'y touchons donc pas, mais assumons par contre notre responsabilité à agir de manière moralement irréprochable!

Groupe Giardino pour une armée de milice crédible, Alexander Steinacher (communication), Hans Rickenbacher (président)

#### «Crise d'approvisionnement ...»

suite de la page 1

20 \$ par dt (décitonne) en 2020 à 38 \$ par dt. en décembre 2021. Les Etats-Unis, importateur net, se maintiennent entre-temps à l'abri du marché mondial des céréales grâce à leurs dollars auto-imprimés. Actuellement, le prix continue d'augmenter encore, pour atteindre 45 \$ par dt. L'alimentation de millions de personnes n'est donc plus garantie. Le Covid a brisé les chaînes d'approvisionnement, l'Inde connaît des vagues de chaleur, le manque de précipitations en Europe fait également baisser les rendements. Les sanctions occidentales bloquent, de manière choquante, la consommation d'énergie fossile et ainsi la production, celle d'engrais jusqu'à la production industrielle tout court. Si l'on additionne toutes ces perturbations, savamment orchestrées sur le plan monétaire et juridique, des pénuries d'approvisionnement importantes déploient tous leur scénarios menaçants. En effet, quant à la production mondiale de blés, par exemple, les parts d'exportation de la Russie et de l'Ukraine s'élevaient, avant la crise, à environ 3%. Ce n'est pas tellement le volume de production qui cause des problèmes, mais plutôt l'explosion des prix due aux sanctions et aux perturbations logistiques.

Et comme si cela ne suffisait pas, on «accepte» la pénurie d'approvisionnement énergétique suivie de destructions massives au sein de nos économies, apparemment pour des raisons «écologiques». A qui profite une telle démarche, visant ouvertement une crise d'approvisionnement?

A long terme, il y a un seul acteur capable de réduire l'entropie (à l'origine de la pollution), c'est l'industrie. Le «tournant écologique» tant souhaité ne peut donc décidément pas commencer par le renchérissement de l'énergie. En réalité, la réduction de la consommation de matières premières est la réalisation, à long terme, d'un développement technologique effectué dans le fond par les PME, présisément de celles mises dans un profond embarras par la politique de sanctions. Ce sont là des conditions de base complètement ignorées par les organisations de protection!

En ce qui concerne l'alimentation mondiale, les dépendances créées dans l'approvisionnement en céréales du Proche et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont la conséquence issue des guerres politiques mondiales antérieures. En Irak, de mêmes en Syrie, une riche culture céréalière a été détruite, ce qui a également accru la dépendance de ces pays vis-à-vis des importations de céréales. Ce qui a augmenté, à son tour, la spécialisa-

tion de l'Europe de l'Est dans la production de matières premières alimentaires.

Une politique progressiste méritant ce nom ne doit pas se servir de ces interdépendances mutuelles (qui se sont développées au niveau international) comme fanal légitimant ses sanctions, dans le but apparent de mettre en place des situations d'urgence internationales où s'appliquent des stratégies de choc politiquement exploitables. Pour le but de qui les consommateurs doivent-ils faire l'expérience douloureuse de la fermeture du robinet de gaz et de l'interruption de la production d'engrais? Comment expliquer l'opposition de longue date à Nordstream 2? S'agit-il pour du vrai de l'«écologie» et de «climat» ou plutôt de l'accès aux ressources gazières ou de la question de savoir à qui celles-ci doivent appartenir à l'avenir, naturellement tout cela «basé sur des règles»? Sur cette voie, le conflit écologique se transforme en appendice impuissant du conflit économique aboutissant à la ruée des ressources de base. La destruction d'économies nationales autosuffisantes crée des dépendances susceptibles d'être perturbées au niveau international et offrant en même temps d'énormes surfaces d'attaque pour toutes sortes d'interventions, de sanctions, et d'autres agressions. Les embargos sur l'énergie aggravent les crises internationales. Avec les crises d'appro-

visionnement et de famine, chaque vie sociale est placée sous la dépendance d'un règlement mondial sur les comportements. Il s'agit manifestement d'une tentative de poursuivre la domination coloniale exercée jusqu'à présent. Le fait qu'un embargo sur l'énergie soit en effet compris comme une contribution à la durabilité montre la perte progressive des réalités économiques et politiques.

La force émancipatrice de l'industrie ainsi que sa capacité à résoudre le problème de l'entropie sont détruites par cette politique énergétique prétendument «écologique». C'est le retour à une société immature dont la vie, les flux de matières et d'énergie sont «réglés» de manière autoritaire et nécessitant les sacrifices. Ce processus, encouragé par le Great Reset, mène à l'éco-dictature. A moins que l'Europe ne trouve la force révolutionnaire en vue d'une Europe fédérale, à dimension de Lisbonne à Vladivostok – résistant à la re-féodalisation impériale qui s'étend de plus en plus sous les auspices transatlantiques. •

<sup>1</sup> Bernhard, Hans. *Die Innenkolonisation der Schweiz*. [https://www.sgvs.ch/papers/sjes/BackIssues/1918\\_PDF/1918-1-26.pdf](https://www.sgvs.ch/papers/sjes/BackIssues/1918_PDF/1918-1-26.pdf)

<sup>2</sup> Polanyi, Karl Paul. *The Great Transformation*. Ed. Originale 1944, p. 267 ([https://inctped.ie.ufrj.br/spiderweb/pdf\\_4/Great\\_Transformation.pdf](https://inctped.ie.ufrj.br/spiderweb/pdf_4/Great_Transformation.pdf))

(Traduction *Horizons et débats*)



# Les exécutifs fédéraux et cantonaux sapent les décisions populaires démocratiques

## L'imbroglie de l'approvisionnement suisse en électricité

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

*L'excellente analyse de Hans Bieri, directeur de la SVIL, l'association suisse de l'industrie et de l'agriculture (voir article page 1), m'a incitée à transposer ses réflexions à la question de la sécurité de l'approvisionnement en énergie, dont Bieri parle lui aussi. Car sans énergie suffisante, rien ne fonctionne, même pas la production agricole. Le texte présent a également été motivé par l'exposé d'un spécialiste de l'approvisionnement en électricité et en gaz qui habite ma commune. Que faire, nous autres citoyens, pour obliger nos autorités à respecter, sans équivoque, la volonté du peuple?*

### La Suisse atteint 95 pour cent d'autosuffisance en électricité

Contrairement à l'agriculture qui, comme l'écrit Hans Bieri, s'arrête à un taux d'autosuffisance de 55 %, 95 % des besoins en électricité de la Suisse sont aujourd'hui produits dans le pays (environ 60 % d'énergie hydraulique, 30 % d'énergie nucléaire, 5 % de nouvelles énergies renouvelables). Le rehaussement des barrages permettra d'en faire encore mieux, mais les choses bougent en ce qui concerne la construction de grandes installations solaires dans les hautes vallées ensoleillées inhabitées ou sur les versants sud. Grâce aux généreuses subventions décidées par le Parlement, plusieurs grandes installations solaires sont déjà prévues en Valais et dans les Grisons – ce qui est nécessaire, compte tenu de l'augmentation de la mobilité électrique et de la forte immigration. Pour que les centrales nucléaires suisses soient vraiment mises hors service, comme l'a décidé le peuple, il faudra de grands efforts encore.

Compte tenu de la part importante de l'autoapprovisionnement et du succès des appels à l'économie lancés par le Conseil fédéral (déjà 10 % de consommation d'électricité en moins), il serait en fait logique que les prix de l'électricité en Suisse n'augmentent pas trop. Pourquoi augmentent-ils pourtant – au niveau de l'approvisionnement de base même?

### Clarification officielle: La guerre en Ukraine n'est pas la cause principale de la forte hausse des prix de l'énergie

Andreas Gnos, responsable du réseau et de la technique des *Technische Betriebe Wil* (TBW), confirme les informations des médias selon lesquelles les ménages et les PME suisses doivent s'attendre à une hausse moyenne de 30 % des coûts de l'électricité dans l'approvisionnement de base en 2023. Selon Gnos, la guerre en Ukraine n'est toutefois pas la cause principale de la pénurie à laquelle il faut s'attendre: ce n'est que depuis la panne d'un grand nombre de centrales nucléaires françaises qu'une situation de pénurie nous menace, ce qui a fait grimper les prix du marché. Les prix ont été les plus élevés en août et septembre.

De nombreuses communes suisses disposent de leurs propres centrales électriques et sont donc moins exposées aux fluctuations des prix du marché. Cela signifie des tarifs d'électricité plus bas pour leur population. J'avais lu auparavant déjà, sur le site d'accueil de la *Commission fédérale de l'électricité* (ElCom), que les communes en défaillance de leur propre centrale électrique se voient dans la nécessité d'acheter de l'électricité «au marché», mais la terminologie employée me faisait penser alors au marché suisse de l'électricité, c'est-à-dire aux centrales électriques du pays, idée qui s'avérait être trompeuse.

### L'électricité de la Bourse de l'électricité de Leipzig – prix volatils

Suivant l'exposé de Monsieur Gnos de TBW avec intérêt, j'ai entendu pour la première fois que ma commune de résidence et beaucoup d'autres sont censés acheter «leur» électricité à la *bourse d'électricité de Leipzig!* Les fournisseurs gagnent bien leur vie, a remarqué le confédéré bien instruit ...

Oui, saperlipopette, le souverain suisse (donc le peuple) a pourtant dit non à la soi-disant «ouverture au marché», c'est-à-dire à la privatisation du marché de l'électricité, lors de la votation populaire fédérale en matière

de la loi sur le marché de l'électricité (LME), il y a 20 ans (voir *Horizons et débats* d'actualité du 27 septembre 2022)! Or, sans tenir compte de la volonté populaire, le Conseil fédéral et la majorité du Parlement ont pourtant décidé, quelques années plus tard, d'ouvrir partiellement le marché de l'électricité aux grandes entreprises (loi sur l'approvisionnement en électricité, en vigueur depuis 2008). Les ménages, et les PME, si elles le souhaitent, continuent certes à bénéficier de l'approvisionnement de base et ont droit à un approvisionnement en électricité suffisant et bon marché. Mais le prix exact de l'électricité n'est plus le résultat d'un marchandage honnête entre les cantons et les centrales électriques, mais fixé (par des acteurs anonymes) sur le soi-disant marché libre. Il est impressionnant de constater que dans ma commune, par exemple, 70 % des PME sont restées délibérément au système de l'approvisionnement de base, malgré l'attrait des prix de l'énergie plus bas à l'époque.

En 2023 au moins, les prix de l'électricité fixés pour les ménages et les entreprises restées dans l'approvisionnement de base augmenteront moins que les prix octroyés aux entreprises quittes à s'approvisionner elles-mêmes sur le marché. «Pourquoi cette différence?» ai-je demandé à la Commission fédérale de l'électricité (ElCom). Selon Simon Witschi, chef du secrétariat de la commission compétente en matière, les tarifs ne dépendent pas seulement des prix du marché en gros, mais aussi de la stratégie d'approvisionnement ainsi que du portefeuille de production d'une entreprise d'approvisionnement en énergie. «En principe, [...] les fournisseurs d'électricité produisant une grande partie de leur électricité par eux-mêmes sont moins touchés par la hausse des prix sur le marché en gros. A eux s'ajoutent les fournisseurs d'électricité ayant acheté leurs quantités d'électricité plus tôt déjà au marché, suivant une stratégie à long terme. Eux aussi peuvent se trouver dans la capacité d'offrir des tarifs plus bas. Ceux qui ne disposent pas ou peu de production propre à eux, privilégiant en plus une stratégie d'achat à court terme, sont plus touchés par les prix élevés actuels du marché (en particulier s'ils ont acheté en août) et augmenteront donc leurs tarifs davantage encore». Simon Witschi, tout en citant d'autres facteurs encore, conclut son exposé en ces termes: «[...] il n'en reste pas moins vrai que le rythme saccadé en hausses soudaines de tarifs que certains pronostiquent parfois pour 2023 encore, sont notamment dues à l'augmentation des tarifs de l'énergie». En résumé: on restera face à des prix du marché fluctuants même dans l'approvisionnement de base. Cela signifie que plus les fournisseurs d'électricité sont prudents, plus les hausses de prix seront supportables – mais seulement pour les chanceux!

### Swissgrid – «jalon sur la voie de la libéralisation du marché de l'électricité»

La même loi datant de 2008 a été à l'origine du fait que la Suisse a, conformément aux prescriptions de l'UE (sans y être obligée), séparé juridiquement le domaine du réseau des transports du courant des sociétés de production d'électricité, dans le but de mener à bien la libéralisation du marché, et ceci contre la volonté des citoyens. Depuis longtemps, notre réseau électrique est fermement intégré au réseau électrique de l'UE, ce qui n'est guère à l'avantage de la Suisse: «Depuis 2009, Swissgrid est responsable, en tant que société nationale pour l'exploitation du réseau, de l'exploitation, de la sécurité et de l'extension du réseau à très haute tension de 6 700 kilomètres», lisons-nous sur le site Internet de Swissgrid. Mais encore, pour entrer dans le vif du sujet: «En 2013, Swissgrid a repris le réseau, posant ainsi un jalon important sur la voie de la libéralisation du marché de l'électricité». (<https://www.swissgrid.ch/de/home/about-us/company/history.html>; souligné par mw.)

C'est donc depuis 20 ans que le Conseil fédéral et son équipe administrative tentent de faire accepter au peuple suisse un accord

sur l'électricité avec l'UE et selon sa régie. Comme l'a rapporté *Horizons et débats* dans son édition du 27 septembre 2022, le Conseil fédéral voulait récemment en arriver à son «ouverture» totale – mais il avait la malchance de se tromper de date. Actuellement, où de nombreuses entreprises veulent revenir au service universel (parce qu'elles doivent payer des suppléments de prix astronomiques émanant de ce présumé marché «libre»), la commission compétente du Conseil des Etats a coupé court, le 9 septembre 2022, à de tels projets de libéralisation.

### Quelques pions irréfutables

– *Des représentants du peuple cantonaux plutôt que des organes administratifs à Berne*

Et pourquoi Axpo, qui appartient à 100 % aux cantons du Nord-est de la Suisse, ne veille-t-elle pas à ce que l'approvisionnement de base en électricité soit bon marché? C'est la question que j'ai posée à la conseillère d'Etat compétente dans mon canton. Elle n'a pas encore répondu. Il est de notoriété publique qu'Axpo est un grand groupe international qui investit dans des centrales électriques à l'étranger. Nous attendons toutefois de nos gouvernements cantonaux qu'ils défendent d'abord les intérêts de leurs populations et indiquent fermement à Axpo, FMB ou Alpiq quelle voie suivre. Mais les conseillers d'Etat cantonaux préfèrent manifestement réaliser leur mandat en siégeant à Berne, lors des conférences des directeurs se tenant dans les salles de la «maison des cantons», où ils apprennent des fonctionnaires de l'administration fédérale ce que l'on attend d'eux. Bien sûr qu'ils ont le droit de dire non, et l'un ou l'autre le fera de temps en temps (contrairement aux normes qui valent parmi nos autorités cantonales, le principe de transparence ne s'applique pas à Berne, c'est pourquoi nous restons souvent dans l'incertitude, ne savant pas précisément qui a dit oui ou non, ni à quel sujet ni quand).

– *Garder les centrales électriques fermement en nos mains de citoyens – de préférence au sein de nos communes ou coopératives*

Depuis des années, les conseillères fédérales en charge du dossier énergétique tentent, sans grand succès, de dissuader la population d'opter pour les nombreuses sociétés d'électricité organisées démocratiquement et à petite échelle, souvent de longue tradition, qui s'obstinent à se faire engouffrer par les grands groupes énergétiques. Là aussi, le système suisse n'est tout simplement pas compatible avec l'UE! La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, qui quittera bientôt ses fonctions à la tête du *Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication* (DETEC), a fait preuve d'une certaine retenue à cet égard, contrairement à son prédécesseur, Doris Leuthard. Cette dernière a répondu, en automne 2017, à la question de savoir quels étaient les chantiers les plus urgents où la politique devait intervenir pour pouvoir garantir la sécurité de l'approvisionnement: «Ce qu'il faut, c'est l'ouverture du marché suisse et l'accès suisse au marché intérieur d'électricité de l'UE. Depuis l'ouverture partielle du marché, il y a quelques années, il n'a pas eu de concentration parmi les quelque 700 fournisseurs suisses. Avec le grand nombre d'acteurs et plus de 8 000 tarifs, cela s'annonce difficile». Question subsidiaire: «Craignez-vous que cet imbroglie fédéraliste (!) fasse capoter l'accord sur l'électricité avec l'UE?» A cette question, la stratège Doris Leuthard a carrément eu recours à la massue en disant: «Les petits fournisseurs s'opposent à la libéralisation complète parce qu'ils ne ressentent pas encore suffisamment de poids de souffrance. [...] Nous devons discuter avec les cantons et les grandes entreprises d'électricité en leur disant ceci: Vous voulez continuer à décider et à faire des affaires, eh bien, vous devez changer de structure. Ce sera certainement un débat difficile!»

«Difficiles» sont les «nombreux acteurs» en Suisse, à savoir les communes et les cantons en



Centrale électrique au fil de l'eau sur la Thur à Bazenheid, canton de Saint-Gall. (photo rwt)

tant que propriétaires de centrales électriques, car l'UE impose la suppression de toute subvention étatique. C'est la raison pour laquelle Doris Leuthard propage le changement «structurel», ce qui débouche, en réalité et dans un premier temps, sur la transformation des centrales électriques en sociétés anonymes. Sociétés qui sont susceptibles de fusionner ensuite et vendre leurs actions à des investisseurs privés. Quelques mois avant cette interview, en mai 2017, les votants suisses avaient approuvé la «Stratégie énergétique 2050», dans laquelle l'accord sur l'électricité avec l'UE, qui était depuis longtemps «sur le feu», était traité du mutisme bernois le plus complet. En octobre, Doris Leuthard a révélé: «Nous y sommes donc. Il ne manque plus que l'arrêt fédéral pour l'ouverture complète».

### Et aujourd'hui?

Aujourd'hui, cinq ans plus tard, presque toutes les centrales hydroélectriques se trouvent certes intégrées en SA, mais les actions restent le plus souvent à 100 % en main des communes et des cantons. Quelques fusions ont eu lieu, mais il existe toujours des centaines de sociétés de centrales en Suisse. Et ceci non pas seulement à la campagne: la centrale électrique de la plus grande commune de Suisse, l'EWZ (*Elektrizitätswerk Zürich*), est un domaine de service public intégré au Département des services industriels de la ville de Zurich, et fait donc partie de l'administration municipale! Sur ses quelques 1 200 employés, une centaine travaille sur le terrain du canton des Grisons où Zurich possède ses propres centrales électriques depuis de nombreuses décennies. La commission compétente du Conseil des Etats a récemment rejeté l'Arrêté fédéral pour l'ouverture complète» évoqué par Doris Leuthard, car dans la situation actuelle, cet arrêté ne survivra point à un vote référendaire.

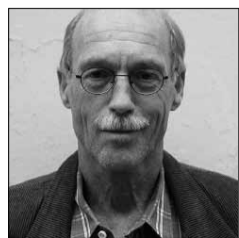
Et la cerise sur le gâteau: le 24 novembre 2022, le Conseil fédéral a annoncé vouloir trouver moyen de faciliter aux PME, si elles le souhaitent, leur retour à l'approvisionnement de base en électricité puisque de nombreux établissements y appartenant se voyaient hors état de faire face aux prix exorbitants dominant le marché. Les conditions sont les suivantes: Elles doivent s'associer à d'autres PME pour former un réseau électrique, relier leurs lignes et produire elles-mêmes au moins 10 % de leurs besoins en électricité. Et outre, elles doivent rester dans l'approvisionnement de base pendant sept ans au moins. Les plans concernant le renouveau des négociations avec Bruxelles sur une construction suivant le modèle du fameux accord-cadre se dissipent. Car l'accord-cadre a été érigé par l'UE depuis 2014 déjà «en tant que condition de base en vue de l'accord sur l'électricité» (les paroles de Doris Leuthard d'antan).

Nous nous trouvons donc «accrochés» en partie dans le réseau électrique de l'UE, il est vrai, mais l'espoir dans la démocratie directe suisse reste intacte. ... Après les deux guerres mondiales du 20<sup>e</sup> siècle, il s'agissait, selon Hans Bieri dans son article précité, de «reconstruire sa propre habitation». «Aujourd'hui», poursuit-il, «les conditions nécessaires au réaménagement de sa propre habitation se désagrègent toutefois petit à petit, et à un rythme qui s'accélère même». C'est à nous autres, citoyens, de nous y opposer avec force. •

<sup>1</sup> Müller, Giorgio V. et Stalder, Helmut. «Nous ne devons pas transférer constamment vers l'indéfini la création du marché de l'électricité. Interview de la présidente de la Confédération Doris Leuthard.» Ds: *Neue Zürcher Zeitung* du 28/10/2017

# Katar-Bashing – La grande hypocrisie médiatique

par Helmut Scheben



Helmut Scheben  
(photo Journal21)

C'est l'histoire d'un homme qui met le feu à la maison de ses voisins, toutefois on ne lui reproche pas d'être un incendiaire, mais de discriminer les femmes et les homosexuels. C'est exactement la situation actuelle du Qatar.

En septembre et octobre 2017, *Hamad ben Jassim Al Thani*, ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, a déclaré sur la chaîne de télévision publique de l'émirat (et non sur la chaîne *al-Jazeera*) que le Qatar et l'Arabie saoudite avaient œuvré de concert avec les Etats-Unis au changement de régime en Syrie: «Tout est passé par la Turquie, en coordination avec les Etats-Unis, les Turcs et nos frères saoudiens, nous y avons tous participé par le biais de nos forces armées». Al Thani n'a pas mâché ses mots. Il s'est lui-même rendu à Damas au printemps 2011 et a offert 15 milliards de dollars à *Assad* s'il prenait ses distances avec l'Iran. Assad ayant refusé, l'intervention planifiée avec le concours des Saoudiens a donc été déclenchée en Syrie.<sup>1</sup> «Le Qatar et l'Arabie saoudite étaient responsables du financement et de l'armement», a expliqué Al Thani. Pour sa part, la Ligue arabe s'est contentée de faire de la propagande. A titre d'exemple, les médias syriens se sont vu interdire l'accès à ArabSat ainsi qu'à d'autres satellites. La famille Al Thani, qui règne sur le Qatar, a dépensé à elle seule plusieurs milliards de dollars pour financer le soulèvement, a ajouté le cheikh. De fortes sommes d'argent auraient été versées aux déserteurs de l'armée syrienne. Dans une interview accordée à la BBC, Al Thani décrit en détail comment les opérations militaires, le ravitaillement et tous les aspects logistiques étaient coordonnés depuis la Jordanie et la base

<sup>1</sup> Helmut Scheben (\*1947 à Coblenz, Allemagne) a étudié les langues romanes à Mainz, Bonn, Salamanca et Lima. En 1980, il obtient son doctorat. à l'Université de Bonn. De 1980 à 1985, il a travaillé comme reporter d'agence de presse et correspondant pour la presse écrite au Mexique et en Amérique centrale. A partir de 1986, il a été rédacteur en chef de *Wochezeitung* (WoZ) à Zurich, de 1993 à 2012 rédacteur et reporter à la télévision suisse SRF, dont 16 ans au «Tagesschau».



Qatar 2022: stade de la coupe du monde et bâtiments modernes à proximité. Mais quel est réellement l'objectif? (photo keystone)

de l'OTAN en Turquie, à Incirlik. Les services secrets américains, français, britanniques, turcs et jordaniens ont coopéré dans le but de renverser le gouvernement syrien.

## Violations du droit international

On aurait donc pu effectivement reprocher au Qatar, deuxième fournisseur de gaz mondial, une infraction au droit international: à savoir le soutien et le financement d'une véritable guerre d'agression. La planification de cette dernière par l'Occident a certes déjà été confirmée à plusieurs reprises, mais rarement admise de manière aussi lapidaire.

Les journaux ont-ils évoqué quelque chose de tout cela au cours des derniers mois? Non, pas un mot. Par contre, toute une presse zélée s'emploie inlassablement à démontrer qu'au Qatar, on bafoue les droits des femmes et des minorités LGBTQ. Voilà bien dix ans qu'on en est arrivé à ce constat, sans cesse rabâché depuis lors: il ne fallait surtout pas confier au Qatar l'organisation du plus grand évènement sportif mondial. Citons *Zeit online*: «Le Qatar est considéré comme l'un des pays hôtes les plus controversés de l'histoire de la Coupe du monde. Pêle-mêle, on reproche à l'émirat des violations des droits de l'homme, le traitement indigne des travailleurs étrangers et le non-respect des droits des femmes». On ne veut voir que ce que l'on est autorisé à voir. Quid de la tentative de provoquer un changement de régime dans un pays voisin à coups de mil-

liards de dollars? Sur ce point, la grande presse occidentale n'a rien trouvé à redire. Les stratégies impérialistes des Etats-Unis et de leurs alliés sont une affaire de routine politique. On ne veut voir que ce que l'on est autorisé à voir, sans se créer de problèmes ni s'empêtrer dans ses propres incohérences. On ne va pas tout de même se mettre Washington à dos à cause d'une Coupe du monde au Qatar.

Certes, l'Oncle Sam a été furieux que la Coupe du monde n'ait pas été attribuée aux Etats-Unis, et la procureure *Loretta Lynch* n'a rien lâché pour mettre la FIFA sur la sellette. La FIFA, bien sûr, mais pas le Qatar. En effet, c'est à *Al-Udeid*, près de Doha, que se trouve la plus importante base aérienne des Américains et des Britanniques au Moyen-Orient, et on ne tient pas à faire la publicité de tout ce qui a été entrepris à partir de là depuis la guerre d'Afghanistan. «Le journalisme corporatiste s'en tient à la règle des trois singes». Pas maintenant, pas avec la guerre en Ukraine et pas avec les *midterms* aux Etats-Unis. «Ne rien dire, ne rien voir, ne rien entendre. Les trois singes, donc». En revanche, ce qui est de l'ordre du politiquement correct et qui garantit les applaudissements est diffusé à grands sons de trompe. Avec les statistiques des accidents sur les chantiers de la Coupe du monde, on met les partis et les syndicats de son côté, et avec les thèmes du genre et des droits des femmes, on peut également créer facilement des remous dans l'opinion publique.

Bon, ça, c'était le scénario. Au moins en ce qui concerne le battage médiatique relatif aux chantiers, le coup s'est retourné contre nous. Nos journaux ont fait leurs gros titres sur les milliers de morts accidentelles suspectées parmi les travailleurs immigrés employés sur les chantiers de la Coupe du monde, sans qu'aucune manœuvre de manipulation ne paraisse trop discutable. Des investigateurs astucieux étaient parvenus à cette extrapolation à partir des chiffres des cercueils exportés du Qatar et d'autres statistiques sur les décès afin d'obtenir des chiffres astronomiques.

Le syndicat suisse «Unia», qui a enquêté sur le sujet au Qatar et a visité les chantiers de la Coupe du monde, a constaté qu'il s'agissait d'affirmations largement dénuées de substance. Sa représentante a récemment parlé au journal télévisé de la SF de «trois morts» dans la construction des stades, soit moins que la moyenne comparable en Suisse.

En ce qui concerne la guerre au Yémen, même constat: le Qatar faisait partie de l'alliance militaire qui, sous la direction de l'Arabie saoudite, a commencé à bombarder le Yémen en 2015. Pour nos journalistes, ce n'est pas une raison pour classer le Qatar dans la catégorie des pays organisateurs douteux. Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont soutenu cette guerre d'agression dans le seul but de juguler l'Iran et de sécuriser le transit pétrolier à travers le détroit de *Bab-al-Mandab*. Lorsque l'ambassadeur du Qatar pour la Coupe du monde de football a, dans une interview accordée à la chaîne de télévision allemande ZDF, qualifié l'homosexualité de «damage in the mind», les médias d'Europe occidentale ont démarré au quart de tour. En revanche, les 370 000 morts au Yémen et la pire crise humanitaire actuellement dans le monde ne semblent pas être un argument de poids lorsqu'il s'agit du Qatar et de la Coupe du monde.

## Des raisons de garder le silence

Les raisons de ce grand silence autour de la politique étrangère du Qatar sont évidentes. Ils étaient tous dans le même bateau lorsque la guerre en Syrie a commencé: les Etats-Unis, leurs alliés de l'OTAN, les émirats du Golfe, l'Occident avec ses médias, ses think tanks et ses illustres organisations humanitaires et associations de défense des droits de l'homme. De grandes lamentations sur la violation des droits de l'homme se sont alors élevées vers le ciel. Comme elle l'avait fait pour l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, la communauté internationale s'est de nouveau mobilisée pour conduire la Syrie sur la voie de la démocratie. Et cette communauté internationale portait aussi un nom: Elle s'appelait *Hillary Clinton*, *Barak Obama*, *David Cameron*, *François Hollande* et leurs «amis du peuple syrien». Ce groupe d'amis, sous le commandement des néoconservateurs de Washington, souhaitait procéder à un changement de régime en Syrie afin de disposer d'un corridor dégagé pour monter à l'assaut de l'Iran. Assad fait tirer sur son propre peuple, c'était la formule incontournable pour tout présentateur de journal télévisé. On ne s'est guère demandé dans nos journaux sur qui tiraient les djihadistes de plus de 50 pays qui ont déchié des représentations chrétiennes de la Sainte Vierge en Syrie. Les auteurs de décapitations, célébrés comme des «rebelles» par les médias occidentaux, ont encaissé des pétrodollars de l'Arabie saoudite et du Qatar. Appréciée dans tout le monde arabe pour son audace, la chaîne qatarie *al-Jazeera* s'est transformée en porte-parole des «rebelles» dès le début de la guerre en Syrie. Des journalistes intègres, comme le correspondant berlinois *Aktham Suliman*, ont jeté l'éponge et quitté *al-Jazeera*.<sup>2</sup>

Pour mieux manipuler l'opinion, il devient de plus en plus fréquent d'occulter les faits. Le tapage médiatique fait autour des droits de l'homme au Qatar relève de l'hypocrisie à deux titres. Si les droits de l'homme et le droit international étaient réellement les critères d'attribution des événements sportifs à un pays hôte, nous aurions un problème. Car parmi les 193 gouvernements du monde, je pense que l'opinion majoritaire considère que ni les Etats-Unis ni leurs amis de l'OTAN n'ont un casier judiciaire vierge. Les guerres

## Les populations syriennes asphyxiées sous les sanctions à long terme La Rapporteuse spéciale de l'ONU préconise d'urgence leur levée immédiate

En date du 10 novembre 2022, M<sup>me</sup> *Alena Douhan*, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les mesures coercitives unilatérales et les droits de l'homme, a exhorté les Etats ayant imposé des sanctions à l'encontre de la Syrie à lever ces mesures unilatérales, avertissant d'urgence qu'elles perpétuent et exacerbent les destructions et les traumatismes subis par le peuple syrien depuis 2011. «Je suis particulièrement choquée par la portée de l'impact sur les droits de l'homme et sur le plan humanitaire des mesures coercitives unilatérales imposées à la Syrie, ainsi que par l'isolement économique et financier total que subit un pays dont le peuple s'efforce de reconstruire sa vie dans la dignité, après une guerre qui a duré dix ans», a déclaré M<sup>me</sup> Douhan dans le communiqué ONU officiel de la même date. Dans cette déclaration<sup>1</sup> faisant suite à sa visite de 12 jours en Syrie, la rapporteuse spéciale fournit des informations exhaustives quant aux répercussions catastrophiques des sanctions unilatérales sur tous les aspects de la vie dans le pays. M<sup>me</sup> Douhan y déclare que 90% de la population syrienne vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté, ne disposant que d'un accès limité à la nourriture, à l'eau, à l'électricité, aux abris, aux combustibles de cuisson et de chauffage, aux transports et aux soins de santé, en soulignant que le pays était confronté à une fuite massive des cerveaux en raison de difficultés économiques en augmentation constante: «Alors que plus de la moitié des infrastructures vitales sont soit totalement détruites, soit gravement endommagées, l'imposition de sanctions unilatérales sur des secteurs économiques clés, notamment le pétrole, le gaz, l'électricité, le commerce, la construction et l'ingénierie, a réduit à néant le revenu national et sapé tous les efforts de relance économique et de reconstruction.»

L'experte y précisé que le gel des paiements et le refus des livraisons par les producteurs et les banques étrangères, associés aux restrictions des réserves de devises étrangères dues aux sanctions, ont provoqué de graves pénuries de médicaments et d'équipements médicaux spécialisés, notamment pour le traitement des maladies chroniques et rares. Elle prévient que la remise en état et le développement des réseaux de distribution d'eau potable et d'irrigation se trouvent au point mort en raison du manque de matériel et de pièces de rechange, ce qui a de graves répercussions sur la santé publique et la sécurité alimentaire.

«Dans la situation humanitaire telle qu'elle se présente actuellement, qui est dramatique et ne cesse de se dégrader, alors que 12 millions de Syriens sont aux prises avec l'insécurité alimentaire, je préconise la levée immédiate de toutes les sanctions unilatérales qui portent gravement atteinte aux droits de l'homme et empêchent tout effort de relance, de reconstruction et de rétablissement rapide», déclare M<sup>me</sup> Douhan.

«Rien ne peut justifier la violation des droits fondamentaux de l'homme, même si l'on se réfère aux finalités des sanctions unilatérales. La communauté internationale est tenue à une obligation de solidarité et d'assistance envers le peuple syrien.»

La Rapporteuse spéciale a également évoqué d'autres problèmes illustrant les multiples facettes de l'impact négatif des sanctions, notamment en ce qui concerne la coopération internationale dans les domaines de la science, des arts et des sports, la préservation du patrimoine culturel national et la restitution des œuvres culturelles volées, l'accès aux nouvelles technologies, au cyberspace et aux plateformes d'information online, la lutte

contre la criminalité et le maintien de la sécurité régionale et internationale, de même que la question du gel des avoirs des institutions financières syriennes et d'autres institutions.

«J'exhorte la communauté internationale et tout particulièrement les Etats qui appliquent les sanctions à prendre en compte leurs effets dévastateurs et à adopter rapidement des mesures concrètes pour remédier au non-respect des règles par les entreprises et les banques, conformément au droit international des droits de l'homme», a-t-elle déclaré. Pour clore son appel urgent en ces termes: «Pour reprendre les mots de l'un de mes interlocuteurs, auxquels d'autres font écho: J'ai été témoin de multiples souffrances, mais ce qu'à présent je vois décliner et mourir, c'est l'espoir lui-même.»

Au cours de sa visite, M<sup>me</sup> Douhan a rencontré des représentants d'institutions gouvernementales nationales et locales, d'organisations non gouvernementales, d'associations locales, de travailleurs humanitaires, d'entreprises, de représentants des Nations unies, d'universitaires, de chefs religieux et d'organisations confessionnelles, ainsi que des membres de la communauté diplomatique. Outre Damas, elle a également visité la ville de Homs, la région rurale entourant Homs et celle à la périphérie de Damas.

La rapporteuse spéciale présentera son rapport au Conseil des droits de l'homme en septembre 2023. •

<sup>1</sup> «Résultats préliminaires de la visite de la Rapporteuse spéciale sur l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme en République arabe syrienne» par le professeur *Alena Douhan* du 10/11/22.

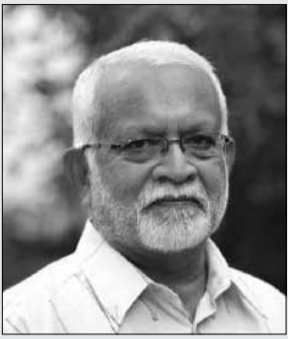
Source: Communiqué de presse de l'ONU du 10/11/22 <https://www.ohchr.org/en/node/104160>.

(Traduction *Horizons et débats*)



# Le G20 est mort, vive le G20!

par M. K. Bhadrakumar



M. K. Bhadrakumar  
(photo mad)

M. K. Bhadrakumar a travaillé pendant trois décennies comme diplomate de carrière au service du Ministère indien des Affaires étrangères. Il a été, entre autre, ambassadeur en Union soviétique, au Pakistan, en Iran, en Afghanistan, en Corée du Sud, au Sri Lanka, en Allemagne et en Turquie. Ses articles traitent principalement de la politique étrangère indienne et des événements au Moyen-Orient, en Eurasie, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie pacifique. Son blog s'appelle «Indian Punchline»

Le dix-septième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20, qui s'est tenu les 15 et 16 novembre à Bali, en Indonésie est à bien des égards un événement important. La politique internationale se trouve à un point d'inflexion et cette transition ne manquera pas d'affecter les institutions héritées d'un passé qui s'éloigne à jamais. Ce dernier G20, cependant, peut faire exception en jetant un pont entre le passé, le présent et le futur. Les nouvelles de Bali nous laissent un sentiment mitigé d'espoir et de désespoir. Le G20 a été conçu dans le contexte de la crise financière de 2007. Il s'agissait essentiellement d'une tentative occidentale de redorer le blason du G7 en y intégrant les puissances émergentes, et notamment la Chine, qui jusque là en étaient absentes en insufflant ainsi un petit air de modernité aux discours globaux.

L'harmonie en était le maître mot. On se demande aujourd'hui dans quelle mesure le sommet de Bali a répondu à cette attente. Malheureusement, le G7 a délibérément introduit des questions sans rapport avec le sujet débattu et son alter ego, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), a effectué sa première sortie dans la région Asie-Pacifique. Ce dernier point doit sans doute être considéré comme un événement déterminant du sommet de Bali.

## Mentalité de blocs

Ce qui s'y est passé est une négation de l'esprit du G20. Si le G7 refuse de se départir de sa logique de bloc, la cohésion du G20 en sera affectée. On aurait fort bien pu procéder à la déclaration conjointe G7-OTAN<sup>1</sup> depuis Bruxelles, Londres ou Washington. Alors pourquoi Bali?

Xi Jinping, le président chinois, n'a pas manqué de déclarer, dans un discours rédigé<sup>2</sup> lors du sommet des chefs d'entreprise de l'APEC à Bangkok le 17 novembre, que «l'Asie-Pacifique ne sera l'arrière-cour de personne et ne deviendra pas le théâtre d'une compétition entre grandes puissances. Toute tentative de mener une nouvelle guerre froide se heurtera à la résistance des peuples et des temps.»

Xi a souligné que «les tensions géopolitiques et l'évolution de la dynamique économique ont exercé un impact négatif sur

le contexte de développement et la structure de coopération de la région Asie-Pacifique.» Il a également rappelé que la région Asie-Pacifique était autrefois le théâtre de rivalités entre grandes puissances et qu'elle avait connu des conflits et des guerres. «L'histoire nous dit que la confrontation en bloc ne peut résoudre aucun problème et que le parti pris ne peut que conduire au désastre.»

## L'ADN occidental reste inchangé

On a enfreint la règle d'or selon laquelle les questions de sécurité ne relèvent pas de la compétence du G20. Lors du sommet du G20, les pays occidentaux ont exigé des autres participants au sommet de Bali une contrepartie: c'est ça ou rien. A moins de calmer l'intransigeance de l'Occident sur la question de l'Ukraine, la déclaration de Bali n'avait pas lieu d'être, si bien que la Russie a cédé. Ce drame sordide a montré que l'ADN du monde occidental n'a pas bougé et que l'intimidation reste son cheval de bataille. Mais, paradoxalement, au bout du compte, ce qui transparaît, c'est que la déclaration de Bali n'a pas réussi à condamner la Russie sur la question de l'Ukraine. Des pays comme l'Arabie saoudite et la Turquie donnent des raisons d'espérer que le G20 peut se régénérer. Ces pays n'ont jamais été tout à fait des colonies occidentales. Ils se consacrent à la multipolarité, qui finira par obliger l'Occident à admettre que l'unilatéralisme et l'hégémonie ne sont pas tenables.

## Tournant majeur

Ce tournant majeur a donné une impulsion considérable à la rencontre entre le président américain Joe Biden et le président chinois Xi Jinping à Bali. À la demande de Washington, cette rencontre a eu lieu en marge du sommet du G20, et Pékin y a consenti. Ce qui est frappant dans cette rencontre, c'est

que Xi apparaissait sur la scène mondiale après un congrès du parti extrêmement réussi. Le retentissement de sa voix était indéniable. Xi a souligné que les Etats-Unis avaient fait fausse route lorsqu'il a déclaré à Biden: «Un homme d'Etat doit réfléchir et savoir où diriger son pays. Il doit également réfléchir et savoir comment s'entendre avec les autres pays et le reste du monde.»<sup>3</sup>

Les communiqués de la Maison Blanche laissaient entendre que Biden était enclin à la conciliation. Les Etats-Unis doivent relever un défi de taille pour isoler la Chine. En l'état actuel des choses, les circonstances jouent globalement à l'avantage de la Chine.<sup>4</sup>

## La majorité a refusé de s'aligner derrière l'Ukraine

La majeure partie des différents pays ont refusé de prendre parti sur l'Ukraine. C'est ce que reflète amplement la position chinoise. Xi a déclaré à Biden que la Chine était «très préoccupée» par la situation actuelle en Ukraine et qu'elle soutenait et attendait avec impatience la reprise des pourparlers de paix entre la Russie et la Chine. Cela dit, Xi a également exprimé l'espoir que les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE «mèneront des entretiens approfondis» avec la Russie. Les lignes de fracture apparues à Bali risquent de se reformer d'ici à ce que le G20 tienne son 18<sup>e</sup> sommet en Inde l'année prochaine. Nous avons toutes les raisons de faire preuve d'un prudent optimisme.

Tout d'abord, il est improbable que l'Europe se rallie à la stratégie américaine consistant à utiliser des sanctions contre la Chine. Ils ne peuvent pas se permettre de se désolidariser de la Chine, qui est la plus grande nation commerciale du monde et le principal moteur de croissance de l'économie mondiale.

Ensuite, tout comme les appels à la guerre en Ukraine ont mobilisé l'Europe derrière les Etats-Unis, une profonde remise en question<sup>5</sup> est en cours. L'engagement de l'Europe en faveur de l'autonomie stratégique fait l'objet de nombreuses discussions. La récente visite du chancelier allemand Olaf Scholz en Chine va dans ce sens. Il est inévitable que l'Europe prenne ses distances par rapport aux visées américaines datant de la guerre froide. Ce processus est inexorable dans un monde où les Etats-Unis ne sont guère enclins à

consacrer du temps, de l'argent ou des efforts à leurs alliés européens.

Le fait est qu'à bien des égards, la capacité de l'Amérique à assurer un leadership économique mondial efficace a irrémédiablement décliné, puisqu'elle a largement perdu sa position dominante de première économie mondiale. En outre, les Etats-Unis ne sont plus désireux ni même susceptibles d'investir massivement pour assumer la responsabilité de leur leadership. Pour dire les choses simplement, ils n'ont encore rien à proposer qui puisse rivaliser avec l'initiative «Belt and Road» de la Chine. Cette situation aurait dû avoir un effet dissuasif et entraîner un changement d'état d'esprit en faveur d'actions politiques en coopération, mais l'élite américaine est restée bloquée sur ses acquis.

## La véritable tâche du G20 dans le monde devenu multipolaire

Fondamentalement, dans la situation mondiale actuelle, il est donc devenu beaucoup plus difficile de mettre en pratique le multilatéralisme. Néanmoins, le G20 est le seul moyen de réunir le G7 et les pays en développement qui ont tout à gagner d'un ordre mondial démocratisé. Le système des alliances occidentales est ancré dans le passé. Cette mentalité de type bloc offre bien peu d'attraits aux pays en développement. La tendance de la Turquie, de l'Arabie saoudite et de l'Indonésie à se rapprocher des BRICS envoie un message fort: la stratégie occidentale de conception du G20, qui consistait à créer un cercle d'Etats subalternes autour du G7, n'a plus lieu d'être.

Les divergences qui se sont manifestées à Bali ont montré que les Etats-Unis s'accrochent toujours à leurs droits et sont prêts à jouer les trouble-fête. L'Inde a là une excellente occasion d'orienter le G20 dans une nouvelle direction. Mais cela exige de profonds changements de la part de l'Inde aussi – un renoncement à ses politiques étrangères centrées sur les Etats-Unis, associé à une vision clairvoyante et audacieuse pour forger une relation de coopération avec la Chine, en abandonnant les phobies du passé et en se débarrassant des récits unilatéraux, et, pour le moins, en évitant toute nouvelle dérive vers des politiques d'assistantat.

<sup>1</sup> <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/11/15/readout-of-the-meeting-of-nato-and-g7-leaders-on-the-margins-of-the-g20-summit-in-bali/>

<sup>2</sup> [https://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_eng/zxxx\\_662805/202211/20221117\\_10977274.html](https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/202211/20221117_10977274.html)

<sup>3</sup> [https://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_eng/zxxx\\_662805/202211/20221114\\_10974580.html](https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/202211/20221114_10974580.html) and [https://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_eng/zxxx\\_662805/202211/20221114\\_10974686.html](https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/202211/20221114_10974686.html)

<sup>4</sup> <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/11/14/remarks-by-president-biden-and-president-xi-jinping-of-the-peoples-republic-of-china-before-bilateral-meeting/> and <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/11/14/readout-of-president-joe-bidens-meeting-with-president-xi-jinping-of-the-peoples-republic-of-china/> and <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/11/14/remarks-by-president-biden-and-president-xi-jinping-of-the-peoples-republic-of-china-before-bilateral-meeting/>

<sup>5</sup> <https://www.politico.com/news/2022/11/10/united-states-europe-support-ukraine-00066229>  
Source: [indianpunchline.com](http://indianpunchline.com) du 18 novembre 2022

(Traduction Horizons et débats)



Les pays non alignés aspirent à un monde multipolaire plus pacifique. C'est aussi le cas de l'Indonésie, qui assurera la présidence du G20 en 2022. (photo G20.org)

## Le monde est à présent multipolaire

«Les Anglo-Saxons (c'est-à-dire Londres et Washington) ont voulu faire du sommet du G20 à Bali l'événement d'un sommet antirusse. Ils ont tout d'abord insisté pour que Moscou soit exclu du groupe, comme lors du sommet du G8. Mais si la Russie avait été absente, la Chine, de loin le plus grand exportateur du monde, ne serait pas venue non plus. Le Français Emmanuel Macron a donc été chargé d'inciter les autres invités à signer une déclaration incendiaire contre la Russie. Deux jours durant, les agences de presse occidentales ont assuré que l'affaire était réglée. Mais finalement, la déclaration finale, si elle résume le point de vue occidental, conclut tout de même le débat en ces termes: «Nous avons eu des points de

vue différents et des évaluations divergentes de la situation et des sanctions. Nous reconnaissons que le G20 n'est pas vraiment l'endroit idéal pour résoudre les questions de sécurité, mais nous réalisons que les questions de sécurité peuvent avoir un impact considérable sur l'économie mondiale.» En d'autres termes, pour la première fois, les puissances occidentales n'ont pas réussi à imposer leur vision du monde au reste du monde. [...] Tous les participants d'Amérique latine et d'Afrique ensemble avec quatre d'Asie ont dit que cette domination était révolue et que le monde était désormais multipolaire.»

Source: <https://www.voltairenet.org/article218425.html> du 22.11.2022

## «Katar-Bashing – La grande ...» suite de la page 4

d'agression menées ou soutenues par les pays de l'OTAN en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie ou au Yémen, avec leurs millions de morts et de réfugiés, sont, aux yeux de la plupart des gens en Afrique, en Asie et en Amérique latine, des délits plus graves que la discrimination envers les femmes et les homosexuels dans un pays comme le Qatar. Le Qatar a pourtant bien participé à ces guerres, le plus souvent même en tant que plaque tournante militaire et logistique des Etats-Unis. La deuxième hypocrisie réside dans le fait que nos médias passent cela sous silence et font aujourd'hui comme si un problème LGBTQ était le handicap qui ferait du

Qatar un «hôte douteux» pour un événement sportif international.

Sepp Blatter, ex-président de la FIFA, a déclaré cette semaine selon le quotidien suisse «Tages-Anzeiger» ainsi que dans un documentaire de la télévision suisse, que Michel Platini, autre ex-président de l'UEFA, l'avait appelé en 2010 pour lui annoncer que le président Sarkozy lui avait demandé, lors d'un dîner à l'Elysée, de voir ce qu'il pouvait «faire pour le Qatar» lors de l'attribution de la Coupe du monde.

Par la suite, la commission d'éthique de la FIFA a conclu à une corruption des fonctionnaires de la FIFA lors du vote. Quelques semaines après l'attribution de la Coupe du monde 2022 au Qatar, le fils de Platini, Laurent, a été nommé directeur pour l'Europe de «Qatar

Sports Investments», et six mois plus tard, le Qatar a acheté des avions de combat français pour 14,6 milliards de dollars. Platini a déclaré avec une belle franchise<sup>3</sup> à la télévision suisse romande que le prince héritier du Qatar avait effectivement assisté au repas en question, mais que lui, Platini, n'avait pas été directement invité à s'engager pour le Qatar: «Je connais les Qataris depuis trente ans. Je n'ai pas besoin qu'un président de la République me dise de faire quelque chose pour le Qatar.»

L'émirat du Qatar partage avec son voisin iranien le champ gazier de «South Pars», situé sous les eaux du golfe Persique. Ce gisement possède plus de réserves de gaz exploitables que tous les autres gisements du monde réunis. Avec les recettes provenant de l'exportation gazière, la Qatar Investment

Authority achète des entreprises occidentales, dans l'industrie automobile, les banques, les télécommunications, les transports, les ports maritimes, sans oublier le club de football du Paris Saint Germain. Si le Qatar a obtenu l'organisation de la Coupe du monde, c'est en vertu de la loi qui régit le football, le fric tout-puissant. Un sport dont les joueurs sont depuis longtemps négociés comme des actions en bourse a peu de chances de bénéficier de la haute éthique de l'idée olympique.●

<sup>1</sup> Voir à ce sujet Raimbaud, Michel. Les guerres de Syrie, p. 158 et suivantes.

<sup>2</sup> Aktham Suliman est l'auteur de «Krieg und Chaos in Nahost. Eine arabische Sicht». Frankfurt 2017

<sup>3</sup> Voir le Documentaire de la SRF1 du 10/11/2022  
Source: <https://globalbridge.ch> du 11/11/2022

(Traduction Horizons et débats)



# Audiatur et altera pars – d'autant plus justifié après le sommet du G20

par Karl-Jürgen Müller

La guerre en Ukraine est accompagnée d'une guerre implacable, celle de l'information. Celle-ci a comme effet, depuis le 24 février 2022 et même auparavant, d'être privés d'informations authentiques sur son déroulement et du vaste contexte lié aux événements relatés. Dans cette « guerre de l'information », chaque événement est présenté et interprété de manière à servir des objectifs partisans spécifiques – au détriment de la recherche de la vérité. Parmi les objectifs de guerre, il y a aussi celui d'aligner le « front intérieur » derrière sa propre bannière. Quoi de plus efficace que les victoires annoncées en série. L'échec de la guerre du Vietnam a notamment appris aux Etats-Unis ce moyen irremplaçable. Actuellement, les Etats de l'OTAN et leurs combattants sont à nouveau des belligérants, une fois de plus. Or, de ce que nous lisons, entendons et voyons dans nos médias, sur la guerre en Ukraine et sur les tenants et aboutissants de cette guerre, rien n'est fiable. On ne peut se fier à rien puisque chaque détail exige d'être vérifié. Pour la plupart des gens, cette nécessité dépasse leurs possibilités. Nécessité oblige de se tenir, là aussi, à l'un des principes airains de la juridiction romaine, celui de l'« audiatur et altera pars » (entendre l'autre côté, lui aussi). C'est donc en recourant à ce principe que l'on va entreprendre, pour la suite de nos propos, d'examiner quelques reportages et commentaires avancés ces derniers jours par rapport au sommet du G20 à Bali, en Indonésie, les 15 et 16 novembre 2022.

## Le G20, organisation mammoth sans mandat mondial

km. Le G20 (Groupe des 20 Etats) est un regroupement informel, existant depuis 1999, composé d'Etats (avec l'UE) qui se considèrent être les principaux pays industrialisés et émergents. Les décisions du G20 n'ont pas d'effet contraignant. Les réunions doivent servir en tant que forums d'échange en se penchant sur les problèmes du système économique et financier international, mais aussi de coordination sur d'autres thèmes d'importance mondiale comme par exemple la politique climatique, l'immigration ou le terrorisme. Le G20 comprend les 19 pays suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Corée du Sud, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, République populaire de Chine, Russie, Turquie. S'y ajoute l'UE. Le G20 n'est pas représentatif pour l'ensemble des Etats lui adhérant. Les gouvernements occidentaux orientés vers « l'atlantisme » tentent de dominer le G20. Plus de 170 états appartenant à l'ONU n'y participent pas.

## Guerre en Ukraine et risque de recours à l'arme nucléaire

Dans la version originale anglaise<sup>1</sup>, la déclaration finale des chefs d'Etat et de gouvernement ou de leurs représentants compte 19 pages correspondant aux 52 alinéas. Le nombre de points traitant explicitement de questions de politique de sécurité s'y réduit à deux. La traduction française de ces deux points aboutit à ceci:

«<sup>3</sup> Cette année, nous avons également constaté comment la guerre en Ukraine a continué à affecter l'économie mondiale. Il y a eu un débat à ce sujet. Nous avons réaffirmé nos positions nationales, déjà exprimées dans d'autres enceintes, y compris au Conseil de sécurité des Nations unies et à l'Assemblée générale des Nations unies, qui, dans sa résolution ES-11/1 du 2 mars 2022, a été adoptée à la majorité (141 voix à son faveur, 5 voix à son encontre, 35 abstentions de vote, 12 absents), condamnant fermement l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et exigeant son retrait total et inconditionnel du territoire de l'Ukraine. La plupart des membres ont

fermement condamné la guerre en Ukraine, soulignant qu'elle causait d'immenses souffrances humaines et aggravait les vulnérabilités existantes de l'économie mondiale en limitant la croissance, en augmentant l'inflation, en interrompant les chaînes d'approvisionnement, en aggravant l'insécurité énergétique et alimentaire et en augmentant les risques dans le domaine de la stabilité financière. D'autres points de vue et des évaluations différentes de la situation et des sanctions ont été exprimés. Nous reconnaissons que le G20 n'est pas le forum pour résoudre les questions de sécurité tout en reconnaissant que les questions de sécurité sont susceptibles d'avoir un impact considérable sur l'économie mondiale.

<sup>4</sup> Il est essentiel de préserver le droit international et le système multilatéral pour assurer la paix et la stabilité. Cela implique la défense de tous les objectifs et principes énoncés dans la Charte des Nations unies et le respect du droit international humanitaire, y compris la protection des civils et des infrastructures en cas de conflit armé. L'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires est interdite. Le règlement pacifique des conflits, les efforts de gestion des crises, la diplomatie et le dialogue sont indispensables. L'époque actuelle ne doit pas être marquée par la guerre.»

## Interprétation univoque des médias germanophones

Le 16 novembre, de nombreux médias germanophones ont publié leurs interprétations, qui de façon majoritaire présentaient un contenu presque identique. Aussi le «Frankfurter Rundschau», autrefois considéré à mouvanee ouverte vers «la Gauche», résume-t-il l'événement en ces termes: «Le sommet du G20 à Bali parvient à isoler davantage la Russie. Ce signal importe.» Le «Frankfurter Allgemeine Zeitung», autrefois considéré comme plutôt de tendance centre libéral, varie le sujet en commentant, sous le titre «Poutine au pilori» par le constat: «Moscou ne pouvait pas s'attendre à un triomphe diplomatique lors du sommet du G20. Sinon, le président russe Poutine se serait rendu lui-même à Bali. A sa place, son ministre des Affaires étrangères a dû tenter d'éviter le pire, à savoir clouer la Russie au pilori de l'opinion publique mondiale en raison de son agression contre l'Ukraine. Ce faisant, Lavrov a été à peu près aussi efficace que l'armée d'invasion russe à Kherson. [...] Plus directement encore que par la déclaration finale prévue, Lavrov a sans doute appris dans les débats menés avant et à Bali que la Russie est de plus en plus sur la défensive, également sur le front diplomatique.» Le quotidien berlinois «taz», proche des Verts, se prononce comme suit: «Il n'y a pas de doute: les choses ne vont pas bien pour Vladimir Poutine et ses guerriers offensifs. La défaite militaire de la Russie qui se manifestait dans la bataille pour la ville ukrainienne de Kherson se redouble, lors du sommet du G20 à Bali, par cette nouvelle défaite sur le plan diplomatique.» Il n'en va pas autrement pour le «Tages-Anzeiger», un des principaux quotidiens germanophones suisses, titrant dans son édition du même jour: «Unis contre Vladimir Poutine. Les Etats condamnent la guerre de la Russie avec une clarté surprenante.» Pour continuer de la sorte: «La plupart en ont assez. Lors du sommet du G20, la guerre de la Russie en Ukraine a été fermement condamnée, ce qui fait qu'il a réinstauré dans le monde entier un peu de prévisibilité.»

## Et quid de la réaction russe?

Comment ce sommet du G20, avec sa déclaration finale concernant la politique de sécurité, était-il perçu en Russie? Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a été interrogé à ce sujet lors de sa conférence de presse du 15 novembre, notamment par trois questions cruciales: «La Russie est-elle prête à signer la déclaration finale du G20 et à en approuver tous les points? Quelle est l'optique dans laquelle ce document mentionne l'Ukraine? Le libellé de ce document est-il acceptable?»<sup>2</sup>

En réponse, Lavrov a dit que «les collègues occidentaux avait fait de leur mieux pour politiser le document et y glisser des formulations impliquant une condamnation des actions de la Fédération de Russie au nom du G20, formulations peu exactes qui d'ailleurs parlent illicitement dans notre nom aussi.» Et à continuer en ces termes: «Nous avons insisté sur le fait que, si l'on voulait absolument aborder ce sujet, il ne faisait en aucun cas partie de l'ordre du jour de ce sommet G20 et qu'en plus, ce sujet ne relevant pas de sa compétence, nous devrions être honnêtes et fixer les divergences d'opinion qui existent face à cette question. Cela est évident, l'Ukraine se trouve en guerre, une guerre hybride préparée et déclenchée par l'Occident, pendant des années, depuis son soutien à la prise de pouvoir des forces ouvertement racistes et néonazies ayant eu lieu après le coup d'Etat ukrainien. Depuis, l'OTAN s'est activement «emparée» du territoire ukrainien, a effectué des manœuvres et fourni des armes. Vous savez ce qui s'est passé ensuite: le sabotage des accords de Minsk et le début des préparatifs d'une opération militaire [ukrainienne] contre le Donbass. C'est à cause de cela que le projet de déclaration avait donc précisé qu'un échange de vues y avait eu lieu sur ces questions. A cette occasion, les deux parties ont réaffirmé leurs positions, les mêmes qu'elles ont exprimées à plusieurs reprises à l'ONU, au Conseil de sécurité des Nations unies aussi bien qu'à l'Assemblée générale, notamment lors de l'adoption de la dernière résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, qui a été soumise au vote et n'a pas fait l'unanimité. Le sommet de Bali a clairement confirmé les évaluations de toutes les parties présentes. L'Occident a ajouté la formule selon laquelle de nombreuses délégations avaient condamné la Russie. Nous avons constaté que d'autres points de vue y ont également été exprimés. Nous considérons cela comme suffisant. Ce n'est pas au G20 de s'immiscer dans ces questions.»

Le ministre russe des Affaires étrangères a également été interrogé sur la question si les Etats-Unis avaient réussi à modifier l'ordre du jour du sommet du G20 «et à le transformer en un événement exclusivement antirusse, ainsi que sur la question si les vues et les voix des pays s'étant rendus en Indonésie pour discuter de questions et de problèmes réellement importants avaient plutôt été traités à portes closes?»

A cela, Lavrov a répondu en affirmant «Ces derniers jours, tout le travail de fond sur les questions importantes du G20 a eu lieu au niveau des experts et des ministres. Les résultats de cette activité se reflètent dans les parties essentielles de la déclaration. Concernant les débats sur l'Ukraine survenus aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis ainsi que leurs alliés qui se sont montrés particulièrement agressifs en accusant la Russie d'une «agression non provoquée contre l'Ukraine». Plus ce côté réitérait sa reproche envers la Russie d'une présumée «agression non provoquée», plus l'audience se montrait convaincue que, si agression il y avait, elle était provoquée en fait de ce côté-là.»

Dans ce contexte, Sergueï Lavrov s'est également exprimé sur les sanctions contre son pays, en déclarant: «Aucun pays en dehors de l'Occident dans son ensemble avec ses plus proches satellites ne s'est joint aux sanctions antirusse.»

## Victimes des omissions occidentales: les vues complètement différenciées présentées à Bali ...

A l'encontre des médias occidentaux, les médias russes offrent une vue différente et beaucoup plus différenciée de tout ce qui a été dit et discuté à Bali. Dans sa revue de presse en anglais, datée du 16 novembre, l'agence de presse russe TASS cite le quotidien russe «Izvestia» résumant l'événement en ces termes: «La Russie a inclus dans la déclaration finale du G20 une disposition sur différentes évaluations de la crise ukrainienne, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, qui dirigeait la délégation russe au sommet,

lors d'une conférence de presse. A Bali, il a mené une série d'entretiens bilatéraux, notamment avec des délégués allemands et français. Cette fois-ci, les participants occidentaux n'ont pas boycotté la Russie. Malgré les positions inconciliables de Moscou et de Kiev, les experts interrogés par «Izvestia» n'ont pas fait entrave à l'importance des signaux envoyés par les participants du G20 en vue d'entretiens futurs. Le président du groupe de rencontres politiques «Valdaï», Andreï Bystritski, a déclaré à Izvestia que le sommet du G20 s'était avéré être un lieu possible pour aboutir à une solution de la crise. Bystritski a continué en évoquant l'importance de garder à l'esprit que le G20 était en effet loin de se composer d'Etats occidentaux seuls. Bien sûr, a-t-il affirmé, que le facteur ukrainien concernait tout le monde. De nombreux participants, dont la Chine, insistaient sur la nécessité de trouver une solution politique et appliquer le droit international légitime, ce que l'Occident ne faisait d'ailleurs pas. [...] Lors de discussions avec Joe Biden, le chef d'Etat chinois Xi Jinping avait laissé entendre «que les Etats-Unis auraient pu jouer un rôle dans l'arrêt de l'effusion de sang si un accord avait été trouvé sur des questions importantes».

M<sup>me</sup> Elena Safronova, continue Izvestia, chercheuse principale à l'Institut de la Chine et de l'Asie contemporaine de l'Académie des Sciences de Russie, a expliqué au quotidien que Pékin était actuellement intéressé par un développement multipartite de ses relations avec la Russie ainsi que par des relations prévisibles avec Washington. «Après plusieurs années de confrontation avec les Etats-Unis, la Chine semble avoir compris que le mode de la confrontation [...] n'est pas toujours efficace», a-t-elle déclaré, ajoutant que Pékin cherchait à clarifier sa position dans ses relations avec Washington tout en conservant autant que possible la tonalité de son partenariat avec Moscou.»

## ... et les questions soulevées sur le sens du G20

RT a publié, dans son édition du 16 novembre, un commentaire de Karin Kneissel. M<sup>me</sup> Kneissel est ancienne ministre autrichienne des Affaires étrangères sans appartenance à un parti politique ayant émigré d'Autriche il y a quelque temps. Elle y est citée en ces termes: «Depuis des mois, beaucoup se demandaient si cette conférence des vingt pays industrialisés et émergents les plus importants irait marquer un tournant dans l'impasse actuelle. Il faut le dire d'emblée: de telles attentes dépassent les réalités. Les relations internationales, souffrant du mutisme, sont dans l'impasse. Les capitales se parlent à peine. Des rencontres durant de 30 à 40 minutes ne suffisent pas à instaurer la confiance ou à aborder sérieusement les sujets brûlants. [...] Dans de telles conditions, on peut tout au plus «émettre des signaux politiques», comme on dit dans le jargon actuel. Mais les véritables tâches des réunions diplomatiques, qui nécessitent l'établissement de la confiance, les négociations discrètes et les solutions de fond, ne sont guère possibles.»

Beaucoup affirment que l'Occident aurait gagné déjà la guerre de l'information parce que ses méthodes de propagande seraient les meilleures. Mais on peut aussi se demander si la propagande quasiment uniformisée, hostile au bien-être du genre humain tout court et visant à inciter les affects destructeurs dans ces rangs, attitude empruntée ces derniers temps par l'Occident, aura plus de succès à long terme que celle s'efforçant honnêtement à faire preuve de polyphonie, de nuances et d'objectivité. Car la condition humaine a doté nos semblables de raison et de conscience!

<sup>1</sup> L'original en anglais est disponible, entre autres, sur <https://www.consilium.europa.eu/media/60201/2022-11-16-g20-declaration-data.pdf>

<sup>2</sup> Version anglaise autorisée sous [https://www.mid.ru/ru/foreign\\_policy/news/1838803/?lang=en](https://www.mid.ru/ru/foreign_policy/news/1838803/?lang=en); traduction allemande [sur laquelle se fonde cette édition de Horizons et débats] <https://www.anti-spiegel.ru/2022/lavrov-eu-und-nato-sind-konfliktteilnehmer-in-der-ukraine/>



## «Un sens commun, du cœur et jeux de mots»

Titine Kriesi publie une rétrospective sur le conflit en Irlande du Nord

par Diana et Winfried Pogorzelski

Avec son livre\*, Titine Kriesi a réalisé un travail important à une époque où le conflit en Irlande du Nord est presque tombé dans l'oubli. C'est lors d'un séjour de six mois au Sri Lanka que l'autrice a développé son intérêt pour les répercussions postcoloniales. C'est là aussi qu'elle s'est intéressée à l'Irlande et à l'Irlande du Nord, que la Grande-Bretagne a séparée de l'Irlande en 1920 en traçant une frontière arbitraire. Ce qu'a motivé l'auteure, disposant d'un doctorat suisse en sciences humaines, à écrire ce livre était sa volonté de contribuer à une meilleure compréhension des «Troubles» (1969–2007) et des rébellions irlandaises antérieures, et d'exprimer son dégoût pour la guerre dans le monde (p. 17). L'autrice a séjourné en Irlande du Nord à trois reprises pendant trois mois, sur trois ans.

La première partie du livre présente l'histoire de l'Irlande et de l'Irlande du Nord ainsi que le contexte du conflit en Irlande du Nord jusqu'à la signature de la paix en 2007 (p. 12 ss.). Elle reflète les expériences de l'autrice et ses rencontres avec des personnes concernées. Cette partie est marquée par l'intérêt porté au destin personnel des personnes touchées. La deuxième partie, intitulée «Bürger in schweren Zeiten» (Des temps difficiles pour les citoyens), contient des interviews et des documents inédits. Il s'agit de transcriptions fidèles d'enregistrements sur bande magnétique (p. 117-237). L'ouvrage est richement illustré, les quelque 60 photos en noir et blanc, à l'exception de deux, ont été prises par l'autrice.



Des enfants jouent à la guerre.  
(photos Titine Kriesi)



Deux balayeurs de rue:  
«Faisons une petite pause.»

### Aperçu historique

Cette partie du livre (p. 15-116) est consacrée aux «Troubles», c'est-à-dire au conflit armé, une guerre aux yeux de l'autrice, qui dure des années 1960 jusqu'en 2007 et qui oppose les catholiques, républicains partisans d'une Irlande unifiée et donc d'une séparation de la Grande-Bretagne, et les protestants, unionistes ou loyalistes, qui veulent rester rattachés à la Grande-Bretagne. Une chronologie retrace l'histoire de l'Irlande depuis 3000 avant J.-C., en passant par la conquête du royaume autonome d'Irlande par Oliver Cromwell (1649), jusqu'à l'insurrection de Pâques 1916 et à la guerre d'indépendance qui a conduit à la partition du pays en 1921: L'Irlande du Nord, avec sa «population irlandaise catholique, s'est vue transformée, et ce jusqu'à aujourd'hui, en une zone à domination britannique avec une majorité des deux tiers de protestants autrefois arrivés depuis l'Angleterre et l'Ecosse». (p. 19) L'évolution démographique fera que les catholiques seront un jour majoritaires, et il se peut donc que les votes aillent dans leur sens.

### Les «Troubles» – une guerre de presque 40 ans (1969–2007)

«Troubles», c'était un euphémisme» (p. 21), car il s'agit d'une guerre qui s'est déroulée à notre porte. Il n'y avait guère de famille «dont aucun membre n'avait été fusillé, interné ou n'était en fuite». (p. 22 ss.) Les forces d'occupation britanniques ont agi avec une rudesse inimaginable contre la population catholique irlandaise. Les habitants des quartiers pauvres, qui s'opposaient avec véhémence aux soldats britanniques, ont été particulièrement touchés. La population a été confrontée sans préparation aux troupes d'élite britanniques, portes et fenêtres ont donc été murées.

Les prisonniers politiques étaient nombreux, ils étaient internés au «Internment Camp Long Kesh» ou à «Maze Prison», (p. 23) où l'on pratiquait aussi la torture.

Nous ne citerons ici que quelques événements marquants qui illustrent clairement le caractère des «Troubles».

– En 1969, des loyalistes ont incendié 700 maisons de catholiques dans Bombaystreet à Belfast, et de nombreuses arrestations ont eu lieu de personnes qui n'avaient aucun lien avec l'IRA. La violence s'intensifia et en 1971 eut lieu le «Ballymurphy Massacre», au cours duquel onze militants pour les droits civiques furent abattus par l'armée britannique.

– Le déclencheur du «Bloody Sunday» de 1972 fut une manifestation pacifique de 15000 à 20000 citoyens à Derry contre la politique d'internement de la Grande-Bretagne. Avec l'accusation indéfendable que des tireurs d'élite irlandais avaient été les premiers à tirer depuis les toits, l'armée britannique a ouvert «un feu nourri sur la foule stupéfaite, qui fuyait pour sauver sa vie» et qui n'était pas armée (p. 97). Quatorze militants des droits civiques, dont sept jeunes,

ont été tués par le bataillon de parachutistes britanniques.

– En 1972, l'armée britannique a détruit les barricades de Derry et de Belfast, et une effusion de sang a pu être évitée grâce à certaines personnalités ayant empêché des jeunes de résister inutilement, les mêmes personnalités qui ont reconstruit avec les jeunes le centre de Derry détruit pendant la campagne de bombardement de l'IRA dans les années 1970 et 1980.

– Les négociations politiques visant à régler le conflit ont été âpres et difficiles, et les intérêts des deux parties étaient très divergents. La guerre et les négociations de paix se sont prolongées, entraînant de nouvelles pertes humaines; le conflit ne pouvait être résolu militairement. L'accord du Vendredi saint conclu en 1998 comprenait le désarmement des combattants paramilitaires des deux côtés et la garantie de Londres de respecter un vote en Irlande et en Irlande du Nord en faveur d'une Irlande unifiée. Une Assemblée d'Irlande du Nord, élue la même année, représentait les intérêts des populations protestantes et catholiques et élit le gouvernement nord-irlandais; la dépendance vis-à-vis du gouvernement britannique subsista toutefois.

En 2007, un accord de paix a été conclu et les troupes britanniques se sont retirées. Encore aujourd'hui, l'objectif d'une Irlande unie et indépendante n'est pas atteint. L'autrice dresse un «bilan provisoire» mitigé (p. 109). On avait été forcé à trouver un terrain d'entente et à fixer des défis, qui prendraient encore du temps à être relevés. La politique coloniale britannique avait laissé des «traces amères et sanglantes» (p. 111), qui avaient plutôt renforcé la capacité de résistance des Irlandais; les conflits avaient débouché sur un «processus de paix sérieux et réussi» (ibid.). Toutefois, la paix était fragile, les blessures loin d'être guéries.

C'est avec des mots émouvants qu'elle rend finalement hommage à la population irlandaise catholique d'Irlande du Nord: «Un peuple profondément enraciné dans ses valeurs gaéliques et chrétiennes, doté d'une pensée politique, d'une culture propre, d'une conscience historique, de liens sociaux étroits, d'une forme prononcée d'entraide et de partage des souffrances du voisin et du monde, d'un sens commun, de cœur et d'un humour à fleur de mots – un peuple qui, dans les sciences, la littérature, la musique et les arts, a énormément enrichi le monde.» (p. 113)

### Des temps difficiles pour les citoyens – interviews et documents

Cette partie du livre contient de nombreuses sources telles que des comptes rendus d'interviews de l'autrice avec des catholiques, des lettres, des discours ainsi qu'une prière et un récit émouvant de l'autrice sur sa visite à la prison «Her Majesty's Prison Maze». Les textes, dont seuls quelques-uns



Richard Moore, rendu aveugle par une balle en caoutchouc, avec un ami et son chien.



Kriesi, Titine. Nordirland 1972–1974, Bürger in schweren Zeiten, Eine Retrospektive, Wil 2022, ISBN 978-3-033-09286-0

peuvent être présentés ici, représentent en particulier la population pauvre, principale victime des harcèlements et qui a souffert le plus directement du conflit. La parole est donnée notamment à des femmes au foyer, à des hommes politiques, à des pasteurs, et à des jeunes.

Les trois entretiens avec le père O'Bradaigh (1973) sont particulièrement impressionnants. Il explique les causes du conflit en Irlande du Nord, qui reposent sur la discrimination des catholiques et la haine des protestants qui ont peur de perdre le pouvoir. Les catholiques étaient préférentiels, tant au niveau des places de travail que de l'accès à l'université, et c'est pourquoi les taux de chômage et d'émigration étaient élevés. Il y a eu un vote sur l'appartenance à la Grande-Bretagne qui, à l'époque, a été négatif pour les catholiques, car une majorité s'est prononcée en faveur du maintien de l'Irlande du Nord dans le royaume britannique. O'Bradaigh insiste sur le fait que l'Irlande du Nord fait partie de l'Irlande. Interrogé sur les attentats à la bombe perpétrés par l'IRA à Londres, il exprime son désaccord, affirmant qu'ils auraient nui à la cause irlandaise (p. 119–135).

La violence des soldats britanniques contre les femmes et les jeunes filles est récurrente. Ainsi, la mère d'une adolescente recherchée est blessée à l'œil; une autre femme est battue jusqu'au sang en pleine rue avec la crosse d'un fusil (p. 137 ss.); les soldats n'hésitent pas non plus à frapper les enfants, ce qui laisse une immense amertume aux proches (p. 149). Dans la prison pour femmes d'Armagh se déroulent des scènes terribles, où les victimes sont blessées. A «Long Kesh», les hommes sont souvent torturés (p. 172).

L'autrice s'est également entretenu avec le couple Hegerty, dont le fils a été abattu pendant l'«opération Motorman». Il n'appartenait à aucune organisation et voulait simplement rendre visite à son oncle. M<sup>me</sup> Hegerty et son fils avaient auparavant sauvé un policier et deux officiers anglais des mains de rebelles catholiques, leur fils n'était donc pas un lanceur de cocktails Molotov, comme l'a prétendu plus tard l'armée britannique. Le couple s'oppose également à ce que tous les catholiques soient désignés comme appartenant à l'IRA. M<sup>me</sup> Hegerty décrit de manière saisissante l'état dans lequel se trouvaient les soldats britanniques qui arrivaient dans le pays: «Une fois, il y avait un soldat britannique dans notre jardin, et mon mari et M. Z étaient dehors près de la porte, quand le soldat britannique est soudain devenu fou et s'est mis à crier: «Je ne veux pas être ici! Je n'ai jamais voulu être envoyé ici! Ce sont ces salauds qui nous ont envoyés ici!» (p. 166)

Afin de pouvoir rapporter de façon authentique, l'autrice s'est rendue dans le camp (en se faisant passer pour une parente de prisonnier) que les Irlandais appellent «Her Majesty the Queen's Concentration Camp Long

Suite page 8

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Redaction  
Peter Küpfer

Redaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».



## L'esprit suisse – dissipé à jamais? (1)

Réflexions sur les repères de l'histoire suisse à la lumière de l'actualité

par Peter Küpfer

Ma génération (celle que l'on appela, non sans raison, celle de l'après-guerre) a grandi dans l'esprit d'un retour fondamental à l'essence de notre système étatique. Chez nos parents et dans les salles de classe, nos éducateurs, de gauche à droite, partageaient pratiquement tous la même conviction de base: plus jamais de guerre! Cela impliquait également une fierté à la fois sereine et persuasive parmi les rangs de nos parents et de nos enseignants (dont nombreux avaient fait leur service actif, pendant des mois, aux frontières de la Suisse) – de cette fierté d'avoir survécu comme nation à la guerre mondiale, certes au prix de privations, mais sans catastrophe pour notre pays – et ce en s'associant activement au sort de peuples moins chanceux.

Ce consensus national de base, pour l'essentiel incontesté pendant 20 ans, s'est profondément perdu plus tard, notamment dans les décennies qui ont suivi les années soixante; non pas de façon purement accidentelle, comme nous le savons (ou pouvons le savoir) aujourd'hui, mais en raison d'un bombardement permanent, motivé par la politique culturelle dominante et ciblé sur tout ce qui faisait, à juste titre, la fierté de la Suisse pour des générations: notre histoire (qui se résumait en auto-défense éprouvée et réussie), notre population multiculturelle (exposée depuis toujours à des tensions), notre démocratie directe et (dans ses extensions de droits civiques) unique au monde, notre véritable armée populaire tout aussi unique (chaque

Suisse est astreint au service militaire, réalité constitutionnelle inchangée dès le début de la Suisse moderne), notre système scolaire reconnu (et admiré toujours! dans le monde entier, notre solidarité active avec les victimes d'événements d'urgence sur le plan international, ainsi que nos œuvres sociales développées. De tout cela résulte un certain «caractère politique» du peuple suisse: sa tranquille assurance, celle du citoyen souverain (qui élit lui-même ses députés et ses gouvernements et qui a toujours le dernier mot, même pour la fixation du taux de la fiscalité municipale), ensemble avec sa méfiance à l'égard de la rhétorique politique. Cela a également conduit, au moins par le passé, à un style de débat public correspondant à ces

données, un style qui évite et sanctionne la polémique et les attaques personnelles.

Ces qualités que les historiens considéraient autrefois de composer ce qu'ils appelaient «Schweizergéist» (esprit suisse), sans le réserver aux seuls Suisses, devront donc reprendre du souffle dans tous les domaines qui sont ouverts au débat, d'abord certes dans nos familles (qui forment nos enfants et ainsi notre avenir), ensuite dans nos écoles, nos associations, nos médias et notre vie politique tout court.

C'est pourquoi j'aimerais rendre hommage à trois promoteurs et gardiens de l'esprit suisse «modèles» et inviter à se souvenir de leur legs, à les mesurer et à en tirer profit pour le présent. •

### Saint Nicolas de Flue évite le danger imminent de la guerre civile au sein de la jeune Confédération suisse

pk. Notre petite enquête historique commence par ce saint remarquable en la personne de Nicolas de Flüe (1417–1487), l'ermite du «Ranft/Flüeli» au-dessus de Sarnen, dans la région de l'Obwald (Suisse centrale), qui à son époque déjà était célèbre et apprécié dans le monde germanophone d'antan. Dans sa «première vie», l'ermite ascétique était un paysan libre obwaldien, prévoyant et efficace, père de famille attentionné, citoyen respecté, juge président au tribunal régional et soldat qui avait participé à toutes les campagnes fédérales de

«entièrement pour Dieu et la foi» devint irrefutable. C'est ainsi qu'au milieu de sa vie, le «Frère Nicolas», comme il s'appelait désormais, prit congé de sa femme, en accord avec elle, ainsi que de ses dix enfants, pour se retirer dans son ermitage proche mais difficilement abordable. Bientôt, maints pèlerins en provenance et à destination du monastère d'Einsiedeln faisaient un détour par le Ranft pour y trouver du conseil et du réconfort, parmi eux des magistrats aussi, voire des potentats.

Sortants victorieux des combats contre



Nicolas de Flüe. Dessin au fusain, d'après l'original de Leo Samberger destiné à la maison de retraite de Bad Schönbrunn près de Zoug. (photo «Die Woche im Bild» du 8 septembre 1929)

des populations rurales des cantons campagnards de la Suisse centrale, sortant des années guerrières en tant que soldats et mercenaires experts, était devenue trop confiante et aspirait à des conquêtes faciles. Par la suite, des groupes armés de francs-tireurs se sont formés plus ou moins spontanément à partir de la Suisse centrale. De telles troupes irrégulières menacèrent les villes sollicitant de grandes sommes de «rançon». Le cas le plus célèbre et le plus redouté en fut le «Saubannerzug» ou «l'expédition de la Folle Vie» qui avançait sous la bannière d'un sanglier en direction de Genève. En 1477 cette expédition irrégulière, forte de 1700 hommes en armes et prompt à semer la terreur partout où ils passaient, s'était approché de la ville de Genève.

Bien que l'expédition ait pu être stoppée par les Confédérés eux-mêmes et que les incitateurs de l'expédition aient été ramenés à la raison, de telles actions violentes sauvages mettaient en péril la «ligne de conduite» que les Confédérés s'étaient imposés à eux-mêmes.

C'était alors qu'un deuxième événement interne risquait de menacer encore la Confédération encore peu consolidée. Après la campagne bourgonnaise, certaines villes, en particulier Berne, se montrèrent volontaires d'intégrer leurs alliées (les villes de Fribourg et de Soleure) dans la Confédération. Ce souhait se heurta à la ferme opposition des cantons campagnards de la Suisse centrale, tels Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald et Zoug qui craignaient l'hégémonie des citadins au sein de la Diète accomplie avec les deux candidats citadins de Soleure et Fribourg. Cette opposition se montra insurmontable lors des nombreuses réunions de la Diète fédérale de l'an 1481, consacrées à ce litige, dont la dernière s'ouvrit en novembre à Stans. La situation était hautement tendue. On dirait, pour employer une expression moderne, que les menaces du côté des cantons campagnards à l'adresse de ceux citadins étaient précairement «au seuil de la guerre». Les négocia-

tiations et les tentatives de conciliation à Stans ne parvinrent pas à débloquer la situation. C'est pourquoi certains participants à la Diète avaient déjà tenté de faire appel à l'ermite du Flüeli tout proche. L'historiographie traditionnelle veut que le conseil de l'ermite ait finalement été accepté, quasiment en dernière minute, alors que de nombreux députés s'apprétaient déjà à partir définitivement en montrant tous les signes d'une rupture conflictuelle à dimension guerrière, litige qui aurait facilement pu déboucher sur une nouvelle querelle fratricide entre les Confédérés. L'ermite encouragea les députés des cantons ruraux à ne pas insister sur les restrictions maximales vis-à-vis des nouveaux candidats citadins, mais à accepter un compromis contenant des points de contrat concrets qui furent finalement acceptés de tous.

Le résultat de la médiation réussie de Frère Nicolas est entré dans l'histoire de la Suisse sous le nom de «Concordat de Stans», du 22 décembre 1481. Il ne s'agissait pas seulement de l'action de clémence et de perspicacité de Nicolas de Flüe, mais aussi d'une étape décisive dans le développement de la conscience démocratique au sein de la Confédération en cours de se consolider. Dans l'esprit du sage conseiller, tout gravitait autour du fait qu'une véritable unité confédérale ne pouvait jamais être le simple résultat d'une «victoire» numérique sur les autres, mais qu'elle naissait sur la base de l'acceptation de «l'autre opinion», ne serait-ce que partiellement. Ce genre de compromis ne se fait pas des contraintes seulement mais plutôt par une conviction cruciale, ayant gagné les esprits de tous les participants – celle que la position minoritaire n'a pas été ni supprimée ni effacée, mais respectée, palpable pour tous dans le compromis accompli.

Le conflit entre la campagne et la ville, qui s'est manifesté ici de manière impressionnante comme une menace divisant le réseau d'alliances de la Confédération, est resté virulent au cours des siècles suivants, surtout en tant que conflit confessionnel (Réforme). Il s'est intensifié de manière dramatique dans les années qui ont précédé et suivi la fondation de la Confédération moderne de 1848 (industrialisation) et a exercé son potentiel destructeur dans le long «Kulturkampf» (combat pour la civilisation) entre progressistes et traditionalistes. Son style extrêmement combattiv n'a pas encore été surmontés à ce jour. Des siècles après le «Concordat de Stans», un pas décisif vers un apaisement au moins partiel a été franchi par un côté inattendu: le côté militaire. C'est ce que montrera la deuxième partie de cet essai, consacrée au général des troupes de la Diète suisse en mission, en 1847, contre le «Sonderbund», le général Guillaume Henri Dufour. (à suivre) •

«Dans l'esprit du sage conseiller, tout gravitait autour du fait qu'une véritable unité confédérale ne pouvait jamais être le simple résultat d'une «victoire» numérique sur les autres, mais qu'elle naissait sur la base de l'acceptation de «l'autre opinion», ne serait-ce que partiellement. [...] La position minoritaire n'a pas été ni supprimée ni effacée, mais respectée.»

son temps (y compris les cruelles batailles de l'ancienne Guerre de Zurich, la première «guerre fratricide» parmi la Confédération helvétique. Le futur «ermite du Ranft» fut également député d'Obwald à la Diète fédérale. Beaucoup auraient aimé le voir devenir Landammann d'Obwald, honneur et fonction qu'il refusa par modestie. Doué très tôt d'un «second visage», tourné vers la piété intérieure, les prières et les jeûnes, son désir de quitter son existence assurée et de vivre

la maison des Habsbourg (*Morgarten, Sem-pach*), de la guerre fratricide au sein de l'ancienne Ligue confédérale suisse (appelée l'Ancienne guerre de Zurich) ainsi que de la campagne, victorieuse elle aussi, contre Charles le Téméraire de Bourgogne, les Confédérés suisses se trouvaient, quoique réconfortés comme puissance militaire, devant une série de menaces sérieuses qui naissaient parmi eux-mêmes. Ivres de leurs succès sur le champ militaire, une partie

mission, de nombreux citoyens ordinaires et personnalités bien trempées qui ne sont pas prêts à abandonner, qui se serrent les coudes et gardent toujours leur sens de l'humour. On voit ainsi deux balayeurs de rue faire une pause et sourire au photographe en s'appuyant sur leur outil de travail, ou une femme âgée qui nettoie devant sa porte murée en regardant droit dans la caméra. De nombreux dessins d'enfants documentent le fait que les plus jeunes sont constamment témoins d'une violence inimaginable. Sous un dessin troublant, on peut lire: «Les Saracens [véhicules blindés de transport de troupes], les avions et les hélicoptères me font peur!» (p. 65).

Le livre de Titine Kriesi est vivement recommandé à toutes celles et ceux qui veulent comprendre le problème du conflit en Irlande du Nord. Des images, des descriptions et des comptes rendus d'entretiens témoignent de manière éloquent de la situation des catholiques nord-irlandais dans les années 1970. Il en ressort que l'autrice connaissait les gens personnellement, de sorte qu'ils se sont ouverts et ont raconté leur histoire. Les personnes qui ont lu les textes et se sont imprégnées des illustrations ne les oublieront pas de sitôt. Ce livre apporte ainsi une contribution importante à l'étude de ce pan de notre histoire et à la paix entre les parties en conflit. •

\* Kriesi, Titine. Nordirland 1972-1974, Bürger in schweren Zeiten, Eine Retrospektive, Wil 2022

«Un sens commun, du cœur ...»  
suite de la page 7

Kesh» en raison des violations des droits de l'homme perpétrées. Les actes de torture n'y sont pas rares. La simple description détaillée de ce que l'on subit lors d'une visite donne la chair de poule: quasi interrogatoire de police, palpation minutieuse à plusieurs reprises, fouille de toutes les poches ...

La conversation téléphonique avec Richard Moore, qui a perdu la vue lorsqu'il était enfant à cause d'une balle en caoutchouc tirée par l'armée britannique, est très émouvante également. Il n'a jamais abandonné, a appris le braille, est allé au lycée et à l'université, et a étudié les sciences sociales parce qu'il voulait devenir travailleur social. Avec les paiements de réparation des Britanniques, il a acheté deux pubs à Derry, qu'il a gérés pendant quatorze ans (p. 235). En 1996, il a fondé l'organisation «Children in Crossfire», qui a mis en place des partenariats dans des pays d'Afrique subsaharienne, d'Amérique du Sud et d'Asie (p. 237), pour y aider des enfants sans protection, affamés et handicapés.

#### Les photos – révélation d'une humanité vécue

Les photos du livre sont impressionnantes. Elles montrent des enfants jouant à la guerre, des barricades, des soldats britanniques en

<sup>1</sup> Concrètement, il s'agissait surtout du passage selon lequel les deux candidats au statut de «nouvelles» cantons-villes n'étaient autorisés de conclure des alliances militaires avec des acteurs extérieurs que dans un cadre limité et nécessitant l'accord de la Diète (cf. Holzherr, Georg. Niklaus von Flüe, in: Jaekle Erwin et Eduard Stäubli, *Grosse Schweizer und Schweizerinnen*, Stäfa (Th. Gut & Co. Verlag) 1990, p. 23ss).